

ÉDITION FRANÇAISE Vol,2 No 1, Janvier, février 2009



NORTHSTAR



COMPASS



**СМЕРТЬ МИРОВОМУ
ИМПЕРИАЛИЗМУ**

MORT À L'IMPÉRIALISME MONDIAL

Forum de Beyrouth

**Forum international de Beyrouth sur le soutien de la résistance,
l'anti-impérialisme, la solidarité entre les peuple et des alternatives**

Dans le cadre de la participation de l'IAPSCC intervention d'Alexandre Moumbaris

(En raison de très nombreuses interventions le temps de parole a été limité à deux minutes)

Chers Amis et Camarades

La barbarie du siège de Gaza, la cruauté monstrueuse à l'égard d'une population sans défense est la preuve, sans conteste, de la bestialité sioniste. La négation de souffrance des personnes de confession juive sous le régime nazi ne peut plus servir à appeler à la sympathie pour l'état israélien et ses soutiens sionistes alors qu'ils perpètrent des crimes similaires à ceux dont ils ont été victimes. La vérité est que les sionistes en Israël, et partout dans le monde, qu'ils soient juifs ou gentils, n'ont aucune considération pour les vies humaines autres que les leurs. Tout le monde peut voir qu'ils agissent comme des Nazis, bien qu'à une échelle plus réduite. Mais les Nazis ne tentaient pas constamment à se faire passer pour des martyrs, comme le font les sionistes, alors qu'ils assiègent, affament et massacrent une population sans défense, tirant sur des ambulances, des installations supervisées par les Nations Unis, et commettent d'autres crimes innombrables que je n'énumerais pas ici.

Les gens ne peuvent plus prétendre ne pas savoir que le sionisme nie l'humanité et il est grand temps que l'humanité nie le sionisme. Il est temps de se débarrasser de ce fléau, et comme le nazisme a été vaincu et l'apartheid aboli, l'humanité doit aussi éradiquer le sionisme, un crime contre

l'humanité, comme l'avait déclaré dans le passé par les Nations Unies.

Ceux qui le défendent doivent aussi assumer ses crimes. Les preuves sont parfaitement claires, et personne ne peut désormais se cacher derrière l'ambivalence. C'est la tâche de chaque personne ayant de la moralité et de l'honneur qu'il soit musulman, chrétien, athée ou juif de choisir son camp.

Il n'y a pas d'option réelle pour une «paix juive», il n'y a qu'une seule paix possible, une paix palestinienne des frontières de l'Égypte à celles du Liban, avec le droit au retour des Palestiniens de la diaspora, où tous les citoyens jouiront des mêmes droits politiques quelque-soit leur religion.

- fin des deux minutes -

Les sionistes ont commis une erreur en engageant une bataille où malgré que leur armement d'une supériorité incomparable à celui des défenseurs palestiniens, ils avaient face d'eux des adversaires qui disposaient d'une incomparable puissance morale. La bataille était déjà pour eux perdue d'avance. Même si tous les défenseurs gazaouis devaient tomber sur le champ de bataille, leur héroïsme en inspirerait d'autres, beaucoup plus nombreux encore, amenant à se joindre, non seulement des Palestiniens, des Arabes et des musulmans mais aussi

des combattants du monde entier, y compris des juifs.

La bataille de Gaza n'est pas une bataille qui concerne seulement les Palestiniens. C'est une bataille qui concerne chaque nation et chaque peuple qui veut défendre sa souveraineté, sa dignité, sa culture, son droit à ne pas être expulsé, colonisé, humilié ou exploité. C'est une grande bataille contre l'impérialisme partout dans le monde où la Palestine n'est qu'un front soutenu par l'alliance infâme conduite par les États-Unis et ses alliés, dont l'Union européenne.

Cela étant dit, les Gazaouis avec l'aide des autres Palestiniens, leurs amis, leurs forces combattantes, en premier lieu celles du Hamas, mais aussi celles du FPLP, du FDLP, du Jihad islamique et aussi des sections dissidentes du Fatah ont déjà remporté des victoires qui n'étaient pas seulement militaires. Celles-ci se situent au Venezuela, en Bolivie, qui ont renvoyé les ambassadeurs, israéliens, et demain peut-être en Égypte, en Jordanie... et dans tous les coins du monde où ils auront gagné les cœurs des hommes et des femmes.

Alexandre MOUMBARIS
membre du secrétariat
de l'IAPSCC

18 janvier 2009

De: "Éditions Démocrite" No 129
democrite@neuf.fr



La lutte anti-impérialiste dans le monde et en ex-U.R.S.S. dans le cadre du krach du capitalisme

RÉFLEXIONS SUR LES CONDITIONS DE VIE AUJOURD'HUI



Ce qui est devenu l'événement no 1 dans le monde ces derniers temps, c'est l'élection, comme président des É.-U.A., du mélanoderme Barack Obama dans les conditions de la crise systémique mondiale qui a éclaté et de la récession des économies des États impérialistes avancés.

Qu'attend le monde du nouveau Président des É.-U.A.?

Avant tout, le monde attend un changement de la politique étrangère des É.-U.A. après le changement de pouvoir à la Maison Blanche, à savoir:

1. Le renoncement des É.-U.A. au rôle de gendarme mondial et la soumission des É.-U.A. aux règles édictées par l'O.N.U.
2. L'évacuation des troupes américaines d'Afghanistan et d'Irak.
3. La fermeture du camp de concentration de Guantanamo et l'interdiction de l'emploi de tout type de torture, tant par l'armée que par la CIA, ainsi que la suppression des prisons secrètes éparpillées par les É.-U.A. dans le monde entier.
4. Le renoncement à rattacher quelques États souverains que ce soit à un «axe du mal» ou à les définir comme «pays voyous», le renoncement à pratiquer à leur égard une politique anthropophobe encore aggravée par des blocus économiques qui n'en finissent plus (Cuba, la R.P.D.C.). S'y rapporte également l'Iran dont les

recherches nucléaires pacifiques agacent tellement les É.-U.A.

5. La cessation de l'américanisation forcée, de l'imposition aux États indépendants sous couleur de «lutte des Américains pour les droits de l'homme» et d'«instauration de la démocratie» du style de vie américain et de la «culture» américaine qui dégrade la personnalité humaine.
6. La cessation de l'arbitraire militaire relevant du pur banditisme sur la terre de Palestine et au Proche-Orient dans son ensemble de la part d'Israël, gigolo de l'Amérique.
7. La reconnaissance de l'inadmissibilité des bombardements aériens par l'aviation américaine de territoires d'États indépendants où les Américains auraient prétendument aperçu soudain la présence de terroristes (Syrie, Liban, etc.).
8. La signature du protocole de Kyoto et, par ce fait, la confirmation par les É.-U.A. de leur bonne volonté à collaborer internationalement à la

sauvegarde de l'environnement dans la lutte contre le réchauffement du globe.

9. La cessation de la construction d'un système global de défense antimissile à proximité de la Russie (en Pologne, en Tchéquie) et des anciennes républiques de l'U.R.S.S. comme facteur d'accroissement de la tension militaire.
10. La cessation de la politique expansionniste de l'OTAN et d'extension effrénée des zones d'activité de l'Alliance Nord-Atlantique toujours plus loin vers l'est.
11. Toute une série d'autres actes non moins importants.

Dans la sphère de la politique étrangère, le monde attend des É.-U.A. des efforts sérieux pour que cesse la crise financière et économique mondiale allumée par les É.-U.A., qui a conduit à la récession des économies des pays avancés d'Europe et qui a fortement frappé la Russie, ainsi que le Japon, la Chine et d'autres pays.

Ce ne sont là que les principales questions dont le monde attend la solution du 44^e Président des É.-U.A. Barack Obama. Mais ce premier Président mélanoderme de l'histoire américaine, né d'un maître d'esclaves blanc et d'une juive d'origine africaine, pourra-t-il répondre aux espoirs de la communauté mondiale?

Il semble bien qu'il ne faille pas attendre de changements sérieux du cours de politique étrangère des É.-U.A. sous Obama. D'autant plus qu'Obama a déjà répondu publiquement «NON» ou fort évasivement à la majorité des questions énumérées ci-dessus. Les É.-U.A. ne partiront pas de sitôt d'Afghanistan, si toutefois, d'une façon générale, ils en partent jamais. Ce n'est pas pour cela qu'ils s'y sont introduits. L'Irak restera occupé par

les troupes américaines pour longtemps encore, car leur départ d'Irak signifierait la perte de l'influence américaine dans cette région. La Palestine continuera à verser son sang dans la mesure où Israël et les É.-U.A. ne sont pas disposés à renoncer à leurs attaques attentatoires sur ce territoire du Proche-Orient. Comme par le passé, la Russie ne présente d'intérêt pour les É.-U.A. que comme source de matières premières qui s'y trouvent, ainsi qu'il est souhaitable, sous forme disséquée. («Un ancien ennemi ne deviendra jamais un ami» dit le proverbe russe.)

Nous avons déjà analysé la question de savoir à qui appartient le pouvoir réel en Amérique. Il appartient au lobby (groupe d'influence -N.d.T.) sioniste qui aspire à la domination mondiale. C'est pourquoi tout Président des É.-U.A. n'est somme toute qu'un exécutant de la volonté de l'élite sioniste dirigeante de l'Amérique, le Comité des 300, qui gère les firmes transnationales et dicte sa volonté aux présidents et aux pouvoirs législatifs suprêmes des pays impérialistes du monde.

Et que Barack Obama soit noir de peau, il n'en est pas moins leur créature, issue de leur «nid». La présence au poste de Président des É.-U.A. d'un homme politique qui aurait des vues différentes et une orientation politique différente de celles qui agrément le pouvoir réel des É.-U.A. est pratiquement impensable. Et c'est pourquoi Obama fera ce qui lui a déjà été «indiqué» par les hiérarques du sionisme et il le fera encore plus résolument (que le fit G. Bush, ce qu'Obama a déjà déclaré publiquement), afin de faire la preuve en permanence de sa complète loyauté et de sa conformité aux exigences du lobby sioniste des É.-U.A.

On peut déjà juger par avance de ce que sera la future politique d'Obama d'après la composition de l'équipe présidentielle qu'il a enrôlée. Ceux qui ont déjà été nommés comme membres de l'équipe d'Obama sont tous des rapaces qui se sont déjà illustrés sans équivoque dans l'organisation et la mise en œuvre par les É.-U.A. de leurs guerres locales. A titre d'exemple: Richard Holbrooke -- l'un des architectes des bombardements de la Yougoslavie au mépris total des recommandations de l'O.N.U. -- qui brigue le poste de ministre de la Guerre; Jo Biden, concepteur et personnage actif de l'agression contre l'Irak, et d'autres rapaces du même acabit. Celui qui a été désigné comme chef de la chancellerie de la Maison Blanche n'est autre que Rahm Emmanuel, issu d'une famille d'Israéliens qui ont émigré aux É.-U.A. par sa signification, la fonction de chef de la chancellerie se situe au troisième rang dans la hiérarchie gouvernementale des É.-U.A. Le chef de la chancellerie assure la responsabilité de la sélection des cadres pour l'appareil du gouvernement, de la liaison avec la Maison Blanche et avec le Congrès des É.-U.A., de la politique intérieure du pays et du travail du cabinet. Rahm Emmanuel a des liens étroits avec Israël. C'est pourquoi il ne faut pas s'attendre à une détente de la tension au Proche-Orient. Le reste des membres de l'équipe de Barack Obama est du même niveau d'attachement à l'idée de domination mondiale de l'Empire américain et d'emploi de la force militaire pour réaliser les ambitions impérialistes des É.-U.A.

C'est pourquoi, à part le changement de couleur de la peau du personnage qui exerce les pleins pouvoirs présidentiels, bien peu de choses ont changé à la Maison Blanche. L'euphorie naïve des

Américains à propos de la réalisation du vieux rêve américain des pères fondateurs de l'Amérique ne tardera pas à se dissiper, tandis qu'il est bien peu probable que la réalité installe l'optimisme dans le cœur de l'Américain ordinaire.

Toutefois, il n'est pas exclu que le choix par le lobby sioniste de l'Amérique, parmi tous les prétendants à la Maison Blanche, d'un Président mélanoderme précisément, vise des objectifs pouvant aller fort loin, à savoir: son utilisation, du mélanoderme, comme «un des leurs» en qualité de passeur pour une large pénétration et la conquête, par l'Amérique, du continent africain sous les slogans éculés de « lutte pour les droits de l'homme» et «pour la démocratie», du continent africain riche en minerais utiles des plus rares et en main-d'œuvre exceptionnellement bon marché. (Autrefois, les esclaves noirs étaient transportés en Amérique; à présent, il va être possible de les utiliser sur place en en obtenant d'énormes profits tout en s'épargnant les dépenses de leur traversée et de leur assurance de conditions de vie ne serait-ce qu'élémentaires. Et l'Europe impérialiste va respirer plus librement dans la mesure où sera allégé le problème de l'immigration illégale de la population africaine misérable dans les pays d'Europe.)

Il est possible que le lobby sioniste des É.-U.A. envisage de s'assurer un nouveau doping (stimulant artificiel; – N.d.T.) en asservissant l'Afrique noire, en s'appropriant son riche sous-sol, et de se sortir ainsi de la crise. C'est qu'en Amérique latine (qui est l'un des fournisseurs en ressources énergétiques des É.-U.A.), les rapports avec les É.-U.A. sont loin d'être exempts de nuages, tandis que le Proche-Orient traite les occupants américains avec exécration.

Dans les années quatre-vingt-dix, les É.-U.A. ont bénéficié d'un puissant doping grâce à l'effondrement de l'U.R.S.S., ce qui leur a assuré une existence assez tranquille durant vingt ans (voir à ce sujet A. A. Ponomaryov, «Yeltsine ou la tragédie de la Russie», Moscou, 1999).

De l'avis du 41e Président des É.-U.A... Bush (l'ancien) en 1992: «Nous avons dépensé 4 billions de dollars pour gagner la guerre froide et, comparativement à cette somme, celle que nous nous proposons de dépenser à présent (pour démolir l'U.R.S.S.; – précision de N. Andréyéva), 24 milliards de dollars, c'est assurément de la gnoqnote: les démocrates du Kremlin sont capables de garantir notre sécurité de manière bien plus efficace que ne l'ont fait nos missiles nucléaires».

En d'autres termes, la trahison de Gorbatchyov est revenue 166 fois moins chère à l'Amérique comparativement au coût du face-à-face des deux systèmes.

Lors de leur rencontre, qui s'est déroulée à bord d'un contre-torpilleur en Méditerranée près de l'île de Malte en été 1987. Gorbatchyov, accompagné de Chévardnadzé, ont donné leur accord au Président des É.-U.A. R. Reagan, pour dissoudre le pacte de Varsovie, évacuer les troupes soviétiques de R.D.A., ainsi que pour cesser les lancements de la navette cosmique soviétique réutilisable «Bourane» («Tempête de neige») ... Accessoirement, il convient de remarquer qu'au même moment, le chancelier de la R.F.A. Helmut Kohl (1981 – 1998) a proposé 160 milliards de dollars à Gorbatchyov pour la «reddition» de l'Allemagne orientale. Après une brève interruption des pourparlers, Gorbatchyov a dû se contenter de 14 milliards de dollars pour sa trahison.

Ainsi, les plus hautes instances de la nomenklatura du P.C.U.S. ont

vendu l'U.R.S.S. et son peuple, ainsi que les pays du camp communiste, à leur ennemi idéologique ...

À présent, les É.-U.A. se trouvent dans un état de profonde récession de leur économie. Pour la première fois en ces 25 dernières années, le chômage a atteint le taux sans précédent de 6 p. 100 aux É.-U.A. (4 millions de chômeurs). En Europe, ce taux est encore plus élevé.

La croissance du P.I.B. aux É.-U.A. et dans les pays de l'U.E. devrait être proche de zéro en 2009 et même être négative (avec le signe moins). Les analystes occidentaux estiment que les conséquences de la crise hypothécaire américaine pourront être surmontées, mais pas avant 2010. Pourront, mais le pourront-elles vraiment? Qui sait ce qui se passera en 2010? L'insolvabilité étant complète et les dettes de l'État atteignant des niveaux cosmiques, la planche à billets des É.-U.A. imprime toujours et encore et continuera d'imprimer leurs billets verts, depuis longtemps déjà complètement dévalués et dont ils continuent d'inonder le monde entier en obligeant les autres pays à tenir leurs comptes en dollars. Les É.-U.A. acquièrent d'énormes biens matériels dans le monde entier en les payant de leurs «papillotes» vertes. Actuellement, le cours de la devise américaine – qui est totalement dévaluée parce que n'étant plus gagée par aucune réserve d'or est artificiellement et exagérément surfait et continue de croître de manière absurde, rapportant d'énormes profits aux spéculateurs. Mais cette bulle de savon doit obligatoirement crever un jour, ce qui, conformément aux lois objectives de l'économie, aboutira inévitablement au krach complet des É.-U.A. et du monde impérialiste dans son ensemble. (Aujourd'hui, l'Amérique ne tient encore le coup que grâce au volume croissant du

tirage de papier-monnaie.) Le Système fédéral de réserve (S.F.R.) des É.-U.A. n'est pas contrôlable par le Président des É.-U.A. et imprime du papier-monnaie autant qu'il veut, recevant un bénéfice pour chaque billet de banque imprimé. Il existe une information suivant laquelle John Kennedy voulait brider le S.F.R. des É.-U.A., ce pour quoi il a vraisemblablement été tué. Comme l'on sait, ses assassins n'ont à ce jour toujours pas été «retrouvés».

La crise qui se développe aux É.-U.A. N'A PAS PU ÊTRE STOPPÉE par les énormes injonctions financières qui ont été pratiquées dans l'économie américaine, ni par les pays de l'U.E., ni par la Russie qui soutient l'Amérique de ses réserves de devises-or, au préjudice de sa propre économie, en même temps que le niveau de garantie sociale de l'absolue majorité des citoyens de la F.R. continue de baisser. Le reflux accéléré des capitaux de la F.R. va bon train. Rien que du 10 au 24 août, le reflux net de capitaux a été de 9 milliards de dollars. Les réserves financières de la Russie diminuent à une vitesse catastrophique. Les énormes injonctions financières de l'État ne vont pas à ce pour quoi elles sont destinées, mais servent à amortir les crédits ouverts précédemment par les banques auprès des investisseurs étrangers qui à présent fuient le marché russe; c'est pourquoi le doping financier de l'État au profit des banques n'a aucune influence sur l'état de notre propre économie. Les entreprises réduisent leur personnel ou même ferment. Les dettes de paiement des salaires atteignent le semestre et plus dans toute une série d'endroits dans le pays. La croissance du P.I.B. chute et est même déjà inférieure au chiffre qui avait été prévu. En même temps que cela, de joyeuses et amusantes causeries avec des personnalités en vue s'étalent sur

les écrans de télévision de la Russie – le festin pendant la peste* – avec amples manipulations de la conscience des masses, et même de l'élite mieux préparée à gober les bobards, dans le but d'éloigner les gens de la pensée du collapsus qui approche.

* «Le festin pendant la peste» («Pir vo vrémya tchoumî»), – petite tragédie de A. S. Pouchkine. (N.d.T.)

En raison de la brutale chute des prix mondiaux du pétrole (qui ont chuté de 3 fois en un semestre), tous les projets nationaux de la F.R. ne peuvent rester que des projets. On sait que le budget de la Russie a été préparé de telle sorte que 70 dollars couvrent seulement les obligations budgétaires de la dette intérieure. Cela signifie que tout le reste devra être rogné ou réduit, ou qu'il faudra recourir à la caisse noire de la «réserve nationale» qui, avec de tels rythmes de dépenses, risque fort d'être déjà épuisée en 3 ou 4 mois. A la date du 13 novembre, le coût du baril de pétrole russe est tombé à 45 dollars le baril sur le marché mondial (1 baril de pétrole est égal à 159 l). Lors de la préparation du budget de la F.R. pour 2009 – 2011, on est parti d'un prix du pétrole à 95 dollars le baril. (Le pétrole coûtait alors 145 dollars le baril sur le marché mondial et il avait été prévue une hausse de son prix allant jusqu'à 200 dollars le baril.)

... Fin octobre, le budget a été rectifié en tablant sur le prix du pétrole de 78 dollars le baril en 2009. de 74 dollars en 2010 et de 88 dollars en 2011. par suite de la crise mondiale, les pays de l'OPEP ont réduit encore de manière complémentaire l'extraction de leur pétrole en raison de la récession des

principales économies du monde et de la baisse brutale de la consommation de ressources énergétiques qui en résulte du fait de l'arrêt de toute une série d'entreprises industrielles. À son tour, la baisse de l'extraction mondiale du pétrole entraîne une baisse complémentaire des prix du pétrole.

Il est douteux que l'on puisse sortir de la crise par les voies du marché libéral et de l'intensification du passage au capitalisme de l'économie de la Russie. Toujours est-il que le pouvoir effectif de la F.R., qui a pris place à la suite de la contre-révolution bourgeoise, déclare, aussi bien par la voix de Poutine que par celle de Medvedev, qu'il n'y aura aucune révision des résultats de la privatisation criminelle, défendant avec ferveur la vache sacrée de la propriété privée que le clan oligarchique a acquise par le moyen du pillage du bien appartenant au peuple.

Dans son discours d'intronisation le 5 novembre au Kremlin, Medvedev, Président de la F.R., a dit que ce qui constitue pour nous l'une des principales protections qu'il faille assurer, est «la protection et la défense de nos valeurs fondamentales» (en ayant en vue avant tout la propriété privée), ayant oublié que, à toutes les époques, la valeur la plus fondamentale pour l'homme russe a été la justice sociale. Existe-t-elle aujourd'hui en Russie? La réponse est NON, nul ne peut en voir la couleur. Aujourd'hui, entre ceux qui se sont emparés des énormes richesses du peuple – qui possèdent force villas et châteaux à l'étranger et en Russie, force yachts équipés de plusieurs plates-formes pour hélicoptères et d'un sous-marin embarqué à leur bord, qui font montre publiquement, ouvertement et de manière provocante, effrontément devant la population en voie de paupérisation, qui font étalage de

leur richesse volée (ce sont toujours ces mêmes «semences» dont Gorbatchyov a ensemencé le terrain labouré après que LE SOCIALISME en ait été extirpé et qui à présent ont poussé en oligarques qui, par leurs richesses, choquent même l'Occident, qui ont produit divers fripons et voleurs: «ce n'est pas par un travail honnête que l'on acquiert des palais de pierre»*) – et ceux qui mangent de la vache enragée, il y a un abîme qui s'élargit et s'approfondit toujours plus. En effet, la masse principale de la population – avec le nivellement généralisé des «bons» mais misérables salaires de 15000 roubles qui n'assure qu'une existence fort modeste – et les autres, tous ceux qui sont jetés par-dessus bord de la vie: les vieux, les malades, les enfants de parents à faibles ressources – auxquels, au dire de Medvedev, sont prétendument «garanties des possibilités égales depuis la naissance», mais qui ne seront jamais réalisées à cause de l'absence de moyens financiers de leurs parents – tous jettent un regard plein de haine sur la bohème oligarchique select contemporaine.

* «Ce n'est pas par un travail honnête que l'on acquiert des palais de pierre» («S troudov pravednïkh né najivyoch' khoromov kamennïkh»), – proverbe russe. (N.d.T.)

Medvedev a déclaré dans son discours d'intronisation le 5 novembre que «nous ne permettrons pas l'allumer la discorde sociale et internationalités» et que nous assurerons l'«ordre constitutionnel (bourgeois s'entend; précision de N. Andréyéva) par tous les « moyens légaux ».

Nous sommes tous natifs de l'U.R.S.S. et pour chacun de nous, il n'y a jamais eu de nationalité un tant soit peu significative dans nos rapports entre collègues de travail, entre camarades, entre amis. Et des

mariages heureux se contractaient par amour entre personnes de nationalités différentes. Et dans toute République soviétique où nous arrivions, nous y étions toujours les bienvenus et accueillis en frères. Mais chaque citoyen de l'Union était fier de son appartenance nationale, de sa culture spirituelle nationale. La discorde internationalités n'a été introduite dans notre vie que par la contre-révolution érigée en pouvoir.

En ce qui concerne la discorde sociale, elle est légitime et inévitable en présence de l'énorme abîme qui divise la société en gavés et en indigents. Et on ne peut l'écraser ni par les procédés fascisants des OMON*, ni par les passages à tabac par la milice ou les autres structures de répression de la résistance civique. Et comment sévit-on contre les piquets et les meetings autorisés par les autorités locales, nous le savons par notre propre expérience de nos relations avec les serviteurs de l'«ordre constitutionnel» qui ne font guère usage de «moyens légaux». On peut lire tout cela et sur Internet, et dans les moyens bourgeois d'information de masse, et dans notre presse.

* OMON, – sigle russe de 'Détachement d'affectation spéciale de la milice'. Il s'agit d'une sorte de police mobile antiémeute à la matraque leste, instituée en son temps déjà par le scélérat-traître Gorbatchyov tout spécialement pour réprimer les manifestants anti-perestroïka. (N. d T.)

Medvedev a également fait remarquer qu' «il y a des choses auxquelles on ne peut renoncer, des choses pour lesquelles il faut se battre et vaincre». Pour les soviétiques, les choses auxquelles nous ne pouvons pas renoncer et auxquelles nous ne renoncerons jamais sont:

- notre Patrie socialiste que l'on nous a volée;

- notre glorieuse histoire soviétique héroïque, de laquelle, comme l'écrivait le Poète soviétique Viktor Kotchetkov: «Ils ont fait de trente années de victoires et de peines un lieu d'aisances», eux, nos démocrates contre-révolutionnaires;
- notre certitude soviétique du lendemain et notre possibilité pour chacun d'entre nous d'entrer gratuitement dans un établissement d'enseignement supérieur et d'en ressortir avec une spécialité suivant notre cœur;
- le paiement purement symbolique pour les services communaux des immeubles d'habitation sous le pouvoir soviétique; le coût symbolique de tous les produits alimentaires, des transports publics; le coût symbolique de n'importe quel médicament, y compris de ceux d'importation; l'aide médicale et chirurgicale de haute qualité gratuite et dispensée par des spécialistes d'un niveau de qualification élevé;
- l'obtention gratuite d'un bon logement à tous ceux qui en ont besoin;
- l'accessibilité complète pour chacun d'entre nous de fréquenter les musées, les théâtres. où jouent des comédiens de niveau mondial, la possibilité d'accéder sans restrictions à la culture mondiale;
- notre grande amitié désintéressée des peuples soviétiques, facteur fondamental et décisif de la victoire dans la Grande Guerre patriotique;
- notre fierté nationale grand-russe que l'on nous a également volée en biffant, sur les nouveaux passeports d'identité, la mention même de notre nationalité, faisant de nous tous, et pas

seulement des Russes, des «Ivann d'origine inconnue».

Nous ne renoncerons jamais à nos principes marxistes-léninistes, à notre ferme certitude en la victoire du socialisme sur toute la Terre, à notre croyance en la renaissance de notre Patrie socialiste soviétique. multinationale que la contre-révolution nous a volée.

Nous ne renoncerons jamais à notre foi dans le triomphe de la justice sociale, en la victoire du SOCIALISME, parce que LE SOCIALISME est l'avenir réel de la civilisation, son progrès.

Mais pour tout cela, il faut lutter et mener obligatoirement la lutte jusqu'à la victoire complète. La haine pour tout ce qui a été perpétré contre le peuple soviétique mûrit dans le cœur du peuple et le moment d'expiation n'épargnera pas les «architectes de la pérestroïka» ni les «démocrates» vendus, traîtres à leur Patrie.

Le Président Poutine a dit en son temps que le voleur doit coucher en prison. Nous sommes d'accord avec

cela. Mais aujourd'hui, le voleur couche au Kremlin et à l'Assemblée fédérale où ils'engraissent de la corruption, faisant perdre d'énormes sommes d'argent à l'État pour son entretien, de l'argent des contribuables, réduisant considérablement de ce fait même les subsides sociaux de l'État destinés à la population indigente et déjà assez maigres sans cela. Voilà encore une injustice criante qui doit être liquidée.

Lors des journées de célébration du 80e Anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, nous avons dit que le XXIe siècle serait le siècle des révolutions socialistes, le siècle de la victoire du Socialisme dans la majorité des pays du monde, le siècle de la victoire de l'idéologie du bolchevisme. La marche de l'histoire mondiale du début du XXIe siècle, les processus qui se déroulent en Amérique latine, la crise systémique de l'impérialisme qui englobe à présent toute la Communauté impérialiste mondiale confirme cette prévision.

Nous sommes au seuil d'une grande époque de bouleversement social et il faut être prêt à la comprendre correctement et à la réaliser avec compétence.

Avec nous, dans notre lutte pour la justice sociale, pour le socialisme, nos guides sont Lénine et Staline!

Aujourd'hui, la lutte pour la sauvegarde de la civilisation signifie pour tout honnête homme la lutte contre l'impérialisme international et avant tout contre l'impérialisme américain, contre l'empire américain du mal, de la haine et de la violation des droits de la personnalité partout où un soldat américain pose le pied.

Le devoir de chaque communiste est de prendre la part la plus active à la lutte anti-impérialiste et anti-globaliste, car elle est une variante de la lutte pour LE SOCIALISME.

LENINGRAD, le 14 novembre 2008.
N. A. Andréyéva, Secrétaire générale du C.C. du P.C.B.tUS Nouvelles d'U.R.S.S.», no 95, janvier-février 2009

Ex-Union soviétique : Un million de morts via les privatisations



La semaine dernière, la revue médicale britannique The Lancet publiait les résultats d'une étude sur le chiffre de mortalité parmi les hommes adultes dans les pays de l'ancienne Union soviétique entre 1989 et 2002. L'étude conclut que, durant cette période, un million d'hommes adultes sont morts suite à

la politique de privatisation. En deux ans, au début des années 90, un quart des importantes entreprises d'État ont été privatisées. Durant cette période, le chiffre de mortalité a augmenté de 12,8%. Les chercheurs voient un lien avec le nombre de chômeurs, qui a augmenté de 56%. «Dans le temps, le lieu de travail assurait les soins de santé et le soutien moral. Les gens qui ont perdu leur emploi ont perdu en même temps ces services», déclarent-ils. (BBC)

Crise financière: l'UE accorde un prêt de 3,1 mds EUR à la Lettonie

RIGA, 20 janvier, 09 – RIA Novosti. Les ministres de l'Économie et des Finances de l'Union européenne (UE) réunis mardi à Bruxelles ont approuvé l'octroi d'un prêt de 3,1 milliards d'euros à la Lettonie afin de stabiliser l'économie de cette République balte très affectée par la crise, a annoncé le porte-parole du ministère letton des Finances.

"La Lettonie recevra un prêt de stabilisation de 3,1 milliards d'euros de la part de la Commission européenne. Cette décision a été prise mardi lors d'une réunion des ministres de l'Économie et des Finances de l'UE à Bruxelles", a indiqué le porte-parole.

La Lettonie traverse actuellement la récession la plus marquée de l'UE. Le PIB du pays a baissé au troisième trimestre 2008 de 4,6% en glissement

annuel. De nombreuses entreprises lettones ont fait faillite et le pays a sollicité l'aide des organisations internationales.

Au total, les organisations financières internationales alloueront 7,5 milliards d'euros à la Lettonie jusqu'en 2011. Le Fonds monétaire international (FMI) contribuera à hauteur de 1,7 milliard d'euros. Les pays scandinaves se sont aussi déclarés prêts à soutenir Riga, la

Suède, le Danemark, la Finlande et la Norvège souhaitant débloquer 1,8 milliard d'euros d'aide. La Banque mondiale accordera en outre 400 millions d'euros et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la République tchèque, la Pologne et l'Estonie ont l'intention d'octroyer un prêt de 500 millions d'euros.



Staline

Le livre le plus populaire à l'époque soviétique

Ce livre fut le garant de la construction réussie du socialisme et par conséquent du communisme. C'est pourquoi la bourgeoisie n'a eu de cesse de le haïr. En septembre 2008 nous commémorons le 70ème anniversaire du «Manuel abrégé d'histoire du parti communiste de l'URSS (bolchevik).

Un apport énorme à l'enrichissement du marxisme

Ce livre fournit un exemple de plus de la modestie de Staline. Bien que l'auteur du «Manuel agrégé était Joseph Vissarionovitch» son nom ne figurait pas sur la couverture. On pouvait seulement y lire: «sous la rédaction d'une commission du CC du PC(b) de l'URSS. Dans cet ouvrage que l'on peut sans exagération qualifier de génial se trouvent exposés non seulement l'histoire du Parti bolchevik mais aussi une série de proposition théoriques très précieuses qui ont constitué un apport considérable à l'enrichissement du marxisme.

La crise économique mondiale actuelle confirme à nouveau la justesse des thèses de Marx, Engels, Lénine et Staline. Quoi que fassent

les capitalistes pour prolonger leur pouvoir, pour renforcer les structures bourgeoises, le développement, l'évolution sociale conduisent nécessairement à la victoire mondiale du socialisme et du communisme. C'est de cela aussi que l'on parle dans le «Manuel abrégé» -

C'est de l'intérieur que les forteresses s'enlèvent le plus facilement

Lénine pensait que le socialisme en Russie soviétique ne pourrait être corrompu que par les membres du Parti communiste eux-mêmes. Eux seuls, en accumulant les fautes politiques, en perdant leur vigilance, en défigurant la théorie du bolchevisme, en trahissant les intérêts du prolétariat ou en devenant des agents de la bourgeoisie à l'intérieur du Parti bolchevik, pouvaient donner une chance au capitalisme de prolonger son existence. à l'époque du pouvoir soviétique tout était entre les mains des communistes. L'URSS n'a pas été tourmentée que par les Denikine, les Koltchak, les Hitler, les Gehlen, les Dulles, les Truman, les Reagan, les Brezinski et autres canailles mais

aussi par des facteurs internes. Les crapules susnommées ont participé de toutes leurs forces dans la lutte anti-communiste sans pour autant avoir une influence décisive. Le socialisme dans notre pays a été liquidé par l'optimisme béat, le manque de vigilance de la majorité des membres du Parti, qui étaient essentiellement des carriéristes, et par le concours actif des agents de la bourgeoisie dans le PCUS – trotskystes, boukhariniens, khrouchtchéviens, gorbatchéviens, Yeltsiniens et autres crapules – qui n'étaient communistes que de nom. Ils ne voulaient pas la victoire du socialisme. Le grand léniniste qu'était Staline a écrit dans le «Manuel abrégé»: **«Le Parti est le détachement dirigeant de la classe ouvrière, son commandement avancé, son état-major de combat. On ne saurait admettre qu'il y ait à l'état-major dirigeant de la classe ouvrière des sceptiques, des opportunistes, des capitulards, des traîtres. Mener une lutte à mort contre la bourgeoisie avec des capitulards et des traîtres dans son propre état-major, dans sa propre citadelle, c'est tomber dans la**

situation d'hommes pris entre deux feux. Il n'est pas difficile de comprendre que, dans ces conditions, la lutte ne puisse aboutir qu'à la défaite. C'est de l'intérieur que les forteresses s'enlèvent le plus facilement» Cela s'est produit en 1991 – Staline prévoyait dans le «Manuel agrégé» que **«Pour obtenir la victoire, il faut avant toute chose épurer le parti de la classe ouvrière – son état-major dirigeant, sa citadelle avenacée – des capitulards, des déserteurs, des félons et des traîtres»**. Cela Khrouchtchev et Brejnev ne l'ont pas fait. Bien au contraire, ils ont admis dans le Parti des crapules de tous poils.

La boussole fiable des bolcheviks.

Dans le *Manuel abrégé* il est dit: **«Le parti est invincible s'il ne craint pas la critique et l'autocritique, s'il ne voile pas les erreurs et les insuffisances de son travail, s'il instruit et éduque les cadres en les éclairant sur les erreurs commises dans le travail, s'il sait corriger ses erreurs à temps.**

Le Parti périt s'il se confine étroitement dans sa propre coquille, s'il se détache des masses, s'il se couvre d'enduit de bureaucratisme.»

Malheureusement il s'est produit ce contre quoi avait mis en garde Staline. Le PCUS sous Khrouchtchev et Brejnev a pris le chemin contre lequel s'élevait Josip Vissarionovitch.

La bourgeoisie et ses agents dans le PCUS ont vite compris qu'il fallait anéantir le *Manuel abrégé* car il était une boussole fiable des bolcheviks,

montrant la voie juste vers le communisme. Sous Khrouchtchev ce livre a été retiré des bibliothèques et des librairies. Les exemplaires en ont été brûlés ou transformés en pâte pour fournir le papier, nécessaire à l'impression des écrits sans talent, prétentieux et politiquement nuisibles de Khrouchtchev ou de ses roquets comme Pospílov ou Mikoyan. Tout a été fait pour que le peuple ne sache rien de ce livre, pour qu'il ne sache pas de quoi il parlait. C'est pourquoi il a été partiellement possible à la bourgeoisie d'agir au mépris des enseignements de Staline. Mais malgré les efforts de la bourgeoisie et de ses agents dans le mouvement communiste (comme Khrouchtchev, Gorbatchev, Roy Medvedev ou aujourd'hui Ziouganov), le *Manuel abrégé* d'histoire du PC(b) a survécu et triomphe aujourd'hui car se confirment dans les faits les propositions théoriques qui étaient contenues dans ce livre. Cela concerne et l'économie et la philosophie et la politique. C'est pourquoi le *Manuel abrégé* est aussi actuel aujourd'hui qu'il l'était à la fin des années trente! La lecture de ce livre sera bénéfique à tout représentant de la classe ouvrière, de la paysannerie ou des travailleurs intellectuels. Personne ne se plaindra d'y avoir perdu du temps!

Tout y est génialement simple

Certaines des œuvres majeures de Marx, Engels ou Lénine sont d'une compréhension difficile pour les simples travailleurs. Mais dans le *Manuel abrégé* beaucoup de propositions théoriques complexes sont exposées dans une langue simple, accessible aux larges masses

de travailleurs. Le *Manuel abrégé*, rédigé par Staline a été le pont solide qui a uni les Bolcheviks au peuple soviétique. La simplicité de l'exposé a joué là un rôle significatif. Khrouchtchev a démolé ce pont; c'est pourquoi entre les communistes et les larges masses de travailleurs la compréhension mutuelle et, par la suite, la collaboration ont disparu. Ce fut l'une des principales causes de la destruction de l'URSS.

L'exposition simple de sujet complexes dans le *Manuel abrégé* a permis que ce livre devienne très populaire parmi les ouvriers, les paysans et les représentants de l'intelligentsia. Le peuple soviétique a ressenti un vif intérêt envers la science marxiste-léniniste car quand on comprend une théorie bénéfique on veut souvent la connaître à fond. La popularité du *Manuel abrégé* fut telle que son tirage a atteint des sommets inégalés. Le secrétaire du CC du PCUS André Alexandrovitch Jdanov a pu déjà déclarer au XVIII^e Congrès du Parti que **«Depuis l'existence du marxisme ce livre est le premier livre marxiste à atteindre une aussi large diffusion»**. Et cela n'était pas une exagération [...] Les travailleurs se tournaient vers ce livre rédigé par Staline parce qu'on y trouvait logiquement, clairement et précisément indiquée la voie juste du développement de la société soviétique.

Le manuel abrégé d'histoire du PC (b) de l'URSS est immortel come la vérité est immortelle

S. KOUZMINE G. IJEVSK
[Rabotche Krestianskaya Pravda, n° 11, 2008]
[Traduction Jean-Louis GLORY]



Staline et son culte

Par Jeronimo CARRERA
Président du Parti communiste vénézuélien

Cette fois je vais me référer à un thème qui garde sa valeur bien qu'il y ait plus d'un demi-siècle qu'il ait été énoncé pour la première fois. On peut même dire qu'il dépasse maintenant son cadre personnel d'origine. Il s'agit de Joseph Vissarionovitch Staline, qui en février 1956 fut descendu des hauteurs célestes et condamné à l'enfer éternel pour délit de «culte de la personnalité», au cours du surprenant XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS.

Je profite pour cela du 21 décembre, date de naissance de cet extraordinaire homme d'État géorgien, né en 1879 et mort à Moscou, dans son lit, le 5 mars 1953 à l'âge de 73 ans. Le débat théorique, et nous pourrions dire philosophique, sur «le rôle de l'individu dans l'Histoire» comme le disait le social démocrate russe Plekhanov, a, bien sûr toujours sa valeur et en certaines occasions beaucoup d'actualité. Mais ce qui me paraît plus significatif, dans le contexte de la situation mondiale actuelle, est le fait évident que Staline soit le personnage historique le plus attaqué de nos jours par tous les porte-parole de la bourgeoisie internationale.

En réalité après avoir été le plus applaudi mondialement de tous les grands révolutionnaires qu'a engendré l'Humanité, et même plus que ses géniaux maîtres Marx,

Engels et Lénine, nous constatons tous les jours que Staline est devenu le plus vilipendé et l'objet d'accusations de tout type, les unes raisonnées se rapportant à des faits qui ont eu lieu, mais la majorité fondées sur des fabrications.

Ces attaques visent naturellement à discréditer les communistes en général et leurs auteurs sont de toute évidence orchestrés par les agences de la propagande de guerre de Washington.

Un de leurs trucs favoris est de mettre Staline dans le même sac que des figures fascistes exécrables de l'Histoire récente comme Hitler, Mussolini, Franco, Oliveira Salazar et Pinochet, en laissant en dehors tous les pantins criminels au service des yankees dont nous avons souffert ici au Venezuela et dans nos pays frères.

Ce qui et curieux est que, dans le monde entier, aucun autre dirigeant politique n'eut, durant sa vie, autant de prestige et de reconnaissance internationale que Staline et non seulement de la part de quelques-uns des plus grands représentants de la littérature et des tous les arts, mais aussi d'hommes d'état bourgeois renommés comme Winston Churchill et Franklin D. Roosevelt. Il suffit, par exemple de lire le texte de la conférence donnée à Caracas le 11 mars 1948 par l'intellectuel vénézuélien connu Miguel Otero

Silva, dont on a célébré le centenaire de la naissance il y a peu. Personne ici n'a plus et mieux fait l'éloge de Staline. Il est triste de constater qu'aujourd'hui les gens de gauche ayant accès aux moyens dits d'information, peut-être en paiement de cet accès, se joignent au chœur bourgeois de dénonciation du «stalinisme» et font le jeu de forces réactionnaires.

Il y a près de trente ans j'écrivis sur ma page complète du périodique du Parti communiste du Venezuela, dédiée au centenaire de Staline: «les anticommunistes de tous genres sont nombreux, mais ils composent une espèce unique qui croit avoir trouvé dans le «stalinisme» le talon d'Achille des partis communistes. Au moindre prétexte ces messieurs ressortent leur arme favorite, le thème du «stalinisme» croyant ainsi nous écraser irrémédiablement» (Tribuna Popular, Caracas 14.12.1979). Une telle campagne contre-révolutionnaire se poursuit aujourd'hui, à l'échelle mondiale, bien que, quand l'URSS se désintégra ils aient annoncé immédiatement à Washington la mort du communisme.

[Provincia, le 21.12.2008]
[Traduction Josette LINARES]

Monsieur Obama, À propos de vos deux filles, vous oubliez quelque chose...

Cher Monsieur Obama,

Vous avez déclaré à propos du conflit entre Israël et les Palestiniens : *"Si quelqu'un tirait des roquettes sur ma maison où mes deux filles dorment chaque soir, je ferais tout ce qui est en mon pouvoir pour faire cesser cela."*

Protéger vos enfants ? Comme je vous comprends ! Mais, pour être tout à fait correct envers vos filles, ne devriez-vous pas leur raconter l'histoire de cette maison ? Dire que vous l'avez volée à ses propriétaires ? Et aussi le jardin, et tous les champs autour ! Et que vous avez obligé l'ancien propriétaire à aller vivre dans la

niche du chien ? Car c'est exactement ce qu'Israël a fait en volant leurs maisons et leurs terres aux Palestiniens, et en les forçant à vivre dans des camps de réfugiés (voir les livres d'historiens israéliens comme Benny Morris).

Dès lors, cher Monsieur Obama, pourriez-vous prétendre vivre dans cette maison tranquillement, comme si de rien n'était ? Alors, juste une question votre "changement" consistera-t-il ? répéter ces vieux mensonges sur la maison, déjà ressassés par tous vos prédécesseurs ? Recevez, cher Monsieur Obama, mes meilleurs



sentiments. Et dites à vos amis que, sur cette terre de Palestine, il y a de la place pour tout le monde. A moins qu'une différence de religion ou de couleur de peau pose un problème à quelqu'un ?

Michel Collon

Comment expliquer le succès du Hamas ?

Mohamed Hassan

INTERVIEW : Grégoire Laliou et Michel Collon

Pour les grands médias, l'affaire semble entendue : le Hamas est terroriste, intégriste et fanatique. Pourtant, ce mouvement a gagné les dernières élections et sa popularité ne cesse de croître auprès des Palestiniens. Pourquoi ? Nous l'avons demandé à Mohamed Hassan, auteur de *L'Irak face à l'occupation*, et un des meilleurs spécialistes du Moyen-Orient...

Qu'est réellement le Hamas ?

Le Hamas est un mouvement politique issu d'un des plus vieux mouvements politiques d'Égypte, les Frères Musulmans. Le mot « Hamas » signifie l'éveil, il fait référence à quelque chose en éruption... C'est un mouvement nationaliste islamiste que l'on pourrait comparer au mouvement nationaliste irlandais. Face à l'occupation coloniale de l'Irlande par les Britanniques, se développa à partir de 1916 un mouvement de résistance, l'Irish Republican Army. Comme les Irlandais étaient catholiques et les colons britanniques protestants,

l'occupant tenta d'en faire une guerre de religions. La religion peut être utilisée pour mobiliser un peuple pour une cause.

Quel contexte historique explique l'émergence du Hamas ?

Pour le comprendre, nous devons prendre en considération différents événements historiques. Le premier est la guerre des Six Jours qui discrédita le nassérisme en 1967. Nasser était un président égyptien qui encouragea une révolution arabe pour l'indépendance et le développement. Suite à la sévère

défaite que lui infligea Israël, son idéologie perdit en influence. Après sa mort, l'Égypte et Israël entrèrent à nouveau en conflit lors de la guerre d'Octobre en 1973. L'Égypte et la Syrie voulait récupérer des territoires sous occupation israélienne. Finalement, l'Égypte et Israël signèrent un accord, mais cet événement marqua une profonde division dans le monde arabe entre les pays qui étaient prêts à accepter les conditions israéliennes et ceux qui voulaient résister comme la Syrie, l'Algérie, l'Irak... Bien sûr, la question palestinienne restait un élément crucial dans ces conflits. La résistance à Israël avait d'ailleurs mené à la formation de l'OLP, l'Organisation pour la Libération de la Palestine. Cette organisation a été créée dans le but de rassembler les différents mouvements de résistance pour allier leurs efforts dans la résistance à Israël. Avant de négocier avec cette organisation lors des accords d'Oslo, Israël la considérait comme un groupe terroriste et lui infligea plusieurs défaites qui peuvent expliquer l'émergence du Hamas.

La première défaite survint avec le septembre noir de 1970. L'OLP avait son quartier général en Jordanie où le roi Hussein négocia un accord avec Israël pour réprimer brutalement l'insurrection palestinienne. L'OLP fut alors obligée de fuir vers Beyrouth. La seconde importante défaite survint en 1982. Israël attaqua le Liban et la plupart des combattants de l'OLP durent partir très loin de la Palestine. Le QG de l'organisation fut établi à Tunis. C'est dans ce contexte particulier qu'arrive la première Intifada en 1987. L'Intifada était un soulèvement populaire en réaction à l'occupation israélienne qui a démarré à Gaza et a ensuite gagné la Palestine tout entière. Comme je l'ai dit, l'OLP se situait très loin à ce

moment-là. Le Hamas au contraire se trouvait en Palestine et prit part à l'Intifada. Cet événement marque l'arrivée de ce mouvement qui débuta dans les prisons ! Les prisons étaient habituellement considérées comme un lieu de punition. Mais après que des résistants de l'Intifada furent emprisonnés, la donne changea ! C'est dans les prisons que le Hamas commença à recruter et à se développer en tant qu'organisation. Avec l'Intifada, le Hamas fut exposé à l'opinion palestinienne, l'opinion israélienne et l'opinion internationale.

Comment l'OLP réagit-elle à l'Intifada ?

Avec l'Intifada, l'OLP se divisa en deux ailes : la plus forte qui voulait continuer la résistance et qui était basée à Tunis et une autre moins importante qui voulait négocier un accord. Ces membres-là se cachaient et n'eurent pas le courage de défendre leurs opinions jusqu'aux accords d'Oslo où ils se manifestèrent au grand jour et devinrent plus forts. Arafat était un tacticien et après la fin de la première Intifada, il utilisa les différents courants palestiniens dans le but de ramener l'OLP en Palestine.

Quelles étaient ces lignes ?

D'abord, vous avez ceux qui voulaient continuer le combat contre Israël sans concession. Arafat devait les marginaliser pour obtenir quelque chose. D'un autre côté, vous avez ceux qui voulaient capituler, et ils dirigent le gouvernement palestinien aujourd'hui. Enfin, il y a la bourgeoisie qui souhaitait tirer profit d'une négociation. Arafat les utilisa pour obtenir ce qu'il voulait. Cela nous mène aux Accords d'Oslo en 1993. Ces accords ont permis à l'OLP de revenir en Palestine mais à part ça, ce fut une grande défaite. Les Palestiniens acceptèrent 22% de leurs

terres. Il n'y a aucun accord dans l'Histoire qui confère à une partie seulement 22% de ce qu'elle demandait ! L'OLP n'était plus considérée comme une organisation terroriste et gagna la reconnaissance d'Israël, mais elle ne réussit pas à réellement améliorer la situation ? Gaza et en Cisjordanie. Rien dans l'accord n'a été mentionné pour mettre fin à la colonisation israélienne. Cet élément a discrédité l'autorité palestinienne auprès de la population et a aussi contribué au succès du Hamas en tant que mouvement de résistance. Un autre élément important est le fait que l'autorité palestinienne, qui recevait des fonds de l'Occident, est devenue corrompue. Rien n'indique que le Hamas ait ce problème. D'une part, ses principales sources de revenus proviennent d'un système basé sur la charité dans le monde musulman. D'autre part, vu qu'ils critiquent l'autorité palestinienne sur le problème de la corruption, ils veillent sérieusement à ce que cela ne se produise pas dans leurs rangs.

Comment expliquer le succès du Hamas ?

Trois facteurs expliquent le succès du Hamas. Le premier est le maintien de la résistance et le refus de toute solution imposée, ce qui correspond à la volonté de la population. Le second facteur est que le Hamas exige le retour des réfugiés de 1948 et de 1967. En 1948, après la création de l'État d'Israël, beaucoup de Palestiniens furent expulsés du territoire. Avec la guerre des Six Jours en 1967, environ 300.000 réfugiés partirent en Jordanie. Aujourd'hui, c'est plus de six millions de réfugiés qui n'ont pas le droit de revenir dans leur pays ! En revanche, en tant qu'État juif, Israël accueille n'importe quel juif de n'importe où : Espagne, Russie, Éthiopie... Des personnes qui n'ont

jamais été vues en Palestine auparavant! La question des réfugiés est un élément important des revendications palestiniennes dont le Hamas s'est fait le porte-parole.

Le dernier facteur qui a contribué au succès du Hamas est l'élimination au sein de la communauté palestinienne des personnes corrompues par Israël pour obtenir des informations. Quelques-uns ont été éliminés physiquement et la plupart – des délinquants, des alcooliques ou des dealers – ont été réintégrés via les programmes sociaux du Hamas. L'information ne circulait donc plus. C'est très important. Israël avait créé une société corrompue où tout le monde était contre tout le monde et a exploité cela pour construire un réseau d'informations et établir un certain contrôle sur la résistance palestinienne. C'est typique d'une mentalité coloniale. Les Britanniques ont appliqué cela en Irlande du Nord. Rien de nouveau. Mais le Hamas a réussi à détruire ce réseau, ce qui constitue une grande victoire sur Israël.

Certains disent qu'Israël a délibérément favorisé l'ascension du Hamas. Est-ce vrai ?

Pas du tout ! Il n'y en a aucune preuve. Israël a toléré le Hamas en espérant que surviennent des conflits inter-palestiniens. Ils voulaient affaiblir l'OLP et le Fatah. Mais ils ne s'attendaient pas à la qualité, la capacité et l'organisation dont a fait preuve le Hamas en se développant de telle manière. Toute puissance coloniale considère inmanquablement ses sujets comme des enfants naïfs.

Comment un mouvement islamiste est-il devenu si populaire en Palestine ?

Sous l'occupation à Gaza et dans les autres territoires, il n'était pas

possible pour les Palestiniens de discuter ouvertement ou même d'imaginer leur futur excepté dans deux endroits : la mosquée et l'université. Le Hamas était bien entendu déjà actif dans le premier. Mais il a ensuite commencé, comme n'importe quel autre parti politique, à se manifester dans les organisations étudiantes. Le marché est ouvert pour tous les partis ! Le Hamas a donc recruté de jeunes étudiants brillants, qui étaient bien perçus dans la société en raison de leur dévouement et de leur honnêteté. C'était facile pour le Hamas de les convaincre, car la volonté de résister les unissait. Il n'y a pas de mystère! Le Hamas exprime ouvertement ce que la population ressent dans son cœur. Avec les éléments les plus combattifs, les plus intelligents et les plus éduqués de la société, le Hamas est devenu une grande organisation.

Comment les autorités palestiniennes ont-elles réagi à l'évolution du Hamas ?

Elles ont été touchées par la corruption et les scandales. Même des journalistes palestiniens les ont condamnées pour ça. Arafat était une espèce d'arbitre entre les différentes factions. Mais après sa mort, les contradictions entre le Hamas et le Fatah sont devenues antagoniques. Israël a exploité ces dissensions et a entrepris d'utiliser le Fatah pour entamer la popularité du Hamas. Ils pensaient que celui-ci n'accepterait pas de participer à des élections. C'est pourquoi ils mirent vite sur pied un scrutin. Tout le monde fut surpris que le Hamas accepte de participer, mais personne ne fut réellement inquiet. Ils pensaient en effet que le mouvement, en présentant une manière de penser dogmatique et très limitée, serait vaincu par le parti majoritaire. Contre toute attente, le Hamas créa une coalition et offrit une image

flexible, très loin de ce qu'on aurait pu attendre d'une organisation fondamentaliste. En fait, le Hamas souhaite un État islamiste mais la réalité est différente.

Le Hamas va-t-il ou non instaurer un régime islamiste en Palestine ?

Un régime islamiste est le but ultime du programme du Hamas, mais il faut comprendre qu'il ne pourra jamais l'appliquer. En effet, sur le terrain, l'organisation est basée sur un mouvement patriotique. Il faut savoir que la guerre brutale menée par Israël contre Gaza n'a pas seulement mobilisé les forces du Hamas, mais bien toutes les forces patriotiques, y compris celles du Fatah. Cette agression a unifié le peuple palestinien. Le Hamas peut-il devenir un mouvement plus progressiste en alliance avec d'autres mouvements ? Oui, en raison de l'agression israélienne. L'idée que le Hamas puisse créer une société basée sur des modes de productions islamistes est une illusion. C'est tout simplement impossible. Sur bien des points, cette organisation ressemble au Hezbollah qui dit : « Le Liban est un pays d'une grande diversité, nous n'en représentons qu'une fraction et notre but est d'édifier avec tous les progressistes libanais une économie nationale indépendante. » Je voudrais vous faire remarquer au passage que personne ne pose ce genre de question pour des pays comme l'Arabie Saoudite.

Quel est le programme socio-économique du Hamas ?

Leur projet est une économie capitaliste marquée par une intervention importante de l'État. Notons qu'actuellement, même les libéraux européens souhaitent une intervention de l'État ! Si vous regardez l'Iran, vous avez un régime islamiste : du capitalisme avec une intervention de l'État. Mais ils

refusent les dominations extérieures et redistribuent les richesses provenant du pétrole. En ce qui concerne le Hamas, il faut savoir que ce n'est pas essentiellement leur programme social qui a séduit les Palestiniens mais bien le fait que ce mouvement incarne la résistance. Et aujourd'hui, la résistance est ce qui compte le plus pour le peuple de Palestine.

Quel est le rôle de la femme selon le Hamas ?

Leur vision de la femme en théorie et en pratique est différente. Pourquoi ? En Palestine, la situation est très difficile. Les femmes doivent travailler pour gagner leur propre croûte et élever leurs enfants. Le Hamas ne pourra jamais les empêcher de travailler et les forcera rentrer à la maison. À part quelques riches pays pétroliers, personne ne pense comme ça dans le monde arabe. Comment le Hamas pourrait-il retirer de la société plus de 50% des éléments les plus actifs de la société palestinienne ? En fait, celui qui ne respecte pas la femme est celui qui croit qu'il est possible de la contrôler comme un sujet passif.

Il y a des différences culturelles entre le monde arabe et l'Occident qui ne sont pas bien comprises parce qu'elles reposent sur des clichés. Prenons un exemple. Quand vous allez dans une librairie par ici, vous voyez des tas de magazines avec des blondes nues aux gros seins sur les couvertures... Personne ne se dit que c'est dégoûtant et que ces femmes devraient être mieux traitées. Mais quand on voit une femme portant un foulard, on parle d'oppression ! Il y a une sorte d'hypocrisie en Occident. Par exemple, en Indonésie, le régime actuel a été mis en place en 1965 par un coup d'État au cours duquel un million de communistes ont été massacrés. Aujourd'hui, la plupart des femmes portent le foulard là-bas.

Mais personne ne s'indigne de leur situation, car ce pays produit du pétrole et est aligné sur l'Occident.

Pourquoi le Hamas est-il rejeté en Europe ?

L'Islam n'est pas bien vu en Europe parce que cette dernière s'identifie au christianisme. Il y a un réel rejet de la contribution musulmane au développement de la civilisation occidentale. En tant que groupe islamiste, le Hamas est donc mal perçu. Mais pourquoi une personne, qui condamne le sionisme, a-t-elle un problème avec le Hamas ? Et pourquoi la même personne, qui soutient la cause irlandaise, n'a-t-elle aucun souci en ce qui concerne une organisation catholique ? Les différences culturelles expliquent cela et c'est un phénomène que l'on peut observer.

Je reviens juste d'Égypte. J'ai pu constater qu'en traversant la Méditerranée, on change de monde, on change de façon de penser. Je ne blâme pas les Européens, ils sont marqués par leur éducation et la propagande médiatique. De plus, nous sommes dans un système où nous devons toujours identifier des ennemis pour justifier notre propre existence. Mais je crois qu'il faut faire la part des choses. Moi-même, en tant que marxiste vivant dans un pays occidental, j'ai bien sûr des contradictions avec le Hamas ou le Hezbollah. Je regrette que la résistance soit menée par un mouvement qui prend son inspiration dans l'Islam. Mais ces contradictions sont secondaires actuellement. En revanche, je suis complètement opposé à des personnes telles qu'Abbas ou Moubarak, qui sont des laïcs mais qui servent les intérêts des États-Unis. Je lis les infos en arabe, je connais bien la situation là-bas et je perçois les contradictions d'un point de vue différent de celui de la gauche européenne.

Pourquoi la gauche européenne ne supporte-t-elle pas ouvertement la résistance palestinienne ?

Le problème de la gauche européenne, c'est qu'elle refuse de faire une grande alliance contre l'impérialisme, à cause du Hamas, des femmes voilées et de toutes sortes de prétextes. En fait, elle se laisse aller à la grande alliance des Chrétiens contre l'Islam, elle rentre dans la 'guerre des civilisations' lancée par les idéologues américains. Elle subit très profondément cette influence, beaucoup plus qu'elle ne le croit. Pourquoi la gauche européenne ne s'énerve-t-elle pas lorsque des fascistes chrétiens, comme les phalangistes, massacrent au Liban ? Pour ma part, en tant que laïc, j'ai soutenu la résistance des Irlandais contre l'occupation britannique et je n'avais aucun problème avec le fait que ces Irlandais étaient catholiques. En fait, le problème de l'Européen, c'est qu'il a été élevé dans une civilisation qui a des préjugés sur les juifs et les musulmans.

Pourquoi la question palestinienne est-elle si importante pour les États-Unis ?

La Palestine est un petit pays qui est malgré tout devenu l'un des enjeux les plus importants dans le monde pour deux raisons. La première est que l'État colon qui a été créé, doit être défendu par les puissances impériales, les États-Unis et la Grande-Bretagne, pour devenir l'élément dominant du Moyen-Orient. C'est un moyen d'écraser le mouvement révolutionnaire démocratique dans la région. Si vous écrasez la question palestinienne, vous empêchez une alliance du monde arabe avec toutes les lignes de résistance en Irak, au Liban... Avant, c'était le Shah d'Iran qui jouait le rôle de policier dans la région. Les

États-Unis avaient placé une dictature militaire pour servir leurs intérêts dans la région. Aujourd'hui, c'est Israël. L'un des exemples les plus marquants de cette pratique est la révolution dans le Yémen du Nord dans les années 60. Un putsch avait été lancé par quelques officiers soutenus par l'Égypte pour instaurer une république démocratique. Le Cheik qui dirigeait le Yémen s'enfuit en Arabie Saoudite. Alors, les Britanniques organisèrent des troupes contre la jeune république pour écraser le mouvement nationaliste arabe et des soldats, entraînés par Israël, furent impliqués pour combattre les forces de libération. Israël envoya également des milices au Salvador, au Sri Lanka, en Colombie... En fait, partout où les États-Unis sont

impliqués, Israël était ou est impliqué.

La seconde raison est l'enjeu de Jérusalem en tant que ville sainte. C'est la seconde ville en ordre d'importance pour l'Islam. La question mobilise donc tous les musulmans à travers le monde. Jérusalem est aussi très importante pour les chrétiens palestiniens. Israël ne l'abandonnera pas. Ce serait considéré comme une victoire pour les Palestiniens et l'Islam. De plus, située sur la frontière entre Israël et la Cisjordanie, Jérusalem occupe une position stratégique dans la politique d'expansion israélienne. En fait, il faut savoir que cet État n'a pas de frontières bien définies. Il n'a même pas de constitution ! Israël a donc les coudées franches pour continuer à s'étendre.

En massacrant aussi sauvagement à Gaza, quel message Israël veut-il faire passer ?

Le message est : « Israël sera toujours là, même avec l'arme nucléaire. Il peut vous imposer ce qu'il veut ».

Et ça marchera ?

Non, parce que de l'autre côté il y a des combattants qui n'ont plus rien à perdre et qui sont prêts à se sacrifier, chose que l'on ne trouvera pas dans les rangs de Tsahal. Avec son attaque, Israël n'a rien obtenu sur le fond. Tout du contraire, le Hamas va ressortir renforcé de ce conflit. Même en Cisjordanie, les gens disent que s'il y avait des élections, ils voteraient pour ce parti. En fait, ceux qui résistent gagnent toujours.

10 février 2009

Bulletin d'abonnement à l'«ÉDITION FRANÇAISE DE NSC»

Nom prénom: _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville: _____
 Pays : _____ Téléphone: _____

Tarif unique Canada et étranger :\$30,00 ,(6 parutions)
 Chômeurs, retraités et étudiants: \$20,00

** Less règlements supérieurs à l'abonnement annuel seront considérés comme des abonnements annuels de soutien.*

Au nom de : **Dr Adélarde Paquin, 6801 Gouin E ,#102, Montréal Nord,**
 Province de Québec, Canada, H1G 6L2

ВЫШЕ ЗНАМЯ МАРКСА, ЭНГЕЛЬСА, ЛЕНИНА и СТАЛИНА!

Sur-représentation sioniste au sein du cabinet Obama (1°)

IAR Noticias

Les noms et (personnages) désignés par Obama afin d'occuper des postes clés de décision à la Maison Blanche et des postes éminents dans l'équipe de stratèges se sont d'ores et déjà transformés en une instance historique révélatrice inédite de la composition clairement «judéo-sioniste» du pouvoir impérial des États-Unis qui se trouvait jusqu'alors dissimulée derrière une fausse alternance de démocrates et républicains dans la gérance impériale de Washington.

Première partie

Obama et la visite incontournable et impérative au mur des lamentations à Al Qods (Jérusalem) alors qu'il était candidat à la présidence des États-Unis.

Une partie de l'électorat américain sera surprise lorsqu'elle découvrira qu'elle n'a pas voté pour un noir (en réalité métis) mais pour un blond qui n'a rien à voir avec ce «changement historique» promis lors de la campagne; c'est même tout le contraire.

L'échange du noir (Obama, président en titre élu) contre le blond (Clinton, le pouvoir politique dans l'ombre) s'est d'ores et déjà transformé en une instance historique révélatrice inédite de la composition clairement «judéo-sioniste» du pouvoir impérial qui se trouvait jusqu'alors dissimulée derrière une fausse alternance de démocrates et républicains dans la gérance de la Maison blanche.

La réalité est accablante. La majorité des fonctionnaires qui vont intégrer le cabinet Obama sont des acteurs reconnus du lobby sioniste financier juif de New York et appartenaient au gouvernement de l'ex président Clinton. A présent, la composition exclusivement «clintonienne» de l'équipe d'Obama sonne déjà tel un



scandale dans les cercles de pouvoir à Washington, bien que la presse américaine fasse «celle qui ne comprend pas» et préfère parler de «défi» que devra surmonter le président élu face à la crise financière.

Comme un goût de Clinton

En examinant de plus près la liste des nouveaux membres de l'équipe du gouvernement du président élu des États-Unis, Barack Obama, on se rend compte que la quasi-totalité des nommés ont une relation avec l'administration de l'ex-président Bill Clinton (1993-2001), affirme la chaîne britannique BBC, premier média international qui montre la

future présidence d'Obama comme un «recyclage» de l'ère «clintonienne».

De g. à d., Tim Geithner, Christina Romer, Larry Summers et Melody Barnes, membres éminents des cercles sionistes autour d'Obama.

Dans les usines et les centres de pouvoirs américains, la conformation de l'équipe du gouvernement de Barack Obama est déjà perçue comme un «retour» de l'ex administration Clinton qui gouverna les États-Unis pendant deux périodes cruciales identifiées comme la «bulle» financière et l'expansion du «libre commerce» à échelle globale.



«Depuis le chef du cabinet Obama, Rahm Emanuel, ex-conseiller de la Maison Blanche pendant le dernier mandat démocrate, jusqu'à l'ex- Première Dame et sénatrice de New York elle-même, Hillary Clinton, nommée secrétaire d'État, la majorité de la dream team d'Obama est marquée par Bill Clinton dans sa carrière politique», soutient la BBC.

Eric Holder, bientôt à la tête des finances, fut sous-secrétaire du Ministère de la Justice sous Bill Clinton, Larry Summers travailla comme secrétaire du Trésor Public sous le même Président et il est à présent à un poste clé de l'équipe économique d'Obama. John Podesta, directeur de son équipe de transition, fut le chef du personnel de la Maison Blanche et conseiller de Clinton pendant plus de dix ans, précise la chaîne.

Bill Richardson, secrétaire à l'énergie et ambassadeur à l'ONU

pendant l'administration Clinton, est également bien placé pour le poste de secrétaire au commerce.

Janet Napolitano, (sioniste pro-Israël de la lignée de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des Représentants), gouverneur de l'Arizona, certainement remplaçante de Michael Chertoff au département de la Sécurité Nationale, fut nommée par Clinton à son premier poste politique en 1993 et Greg Craig, prochain avocat de la Maison Blanche, défendit avec succès le président lors de son procès de destitution suite au scandale Monica Lewinsky.

Un des principaux conseillers de Clinton, David Axelrod, occupera le même poste que celui qu'occupait Karl Rove jusqu'il y a quelques mois dans l'administration républicaine et grâce auquel il gagna le quolibet de «cerveau» de Bush.

Lors d'une conférence de presse à Chicago, Obama annonça la nomination de Peter Orszag comme directeur du bureau des budgets de la Maison blanche. Orszag, 39 ans, était jusqu'alors directeur du bureau de la gestion du budget du congrès et fut conseiller de l'ex président Bill Clinton. La BBC affirme que nombreux sont ceux qui se demandent pourquoi Obama recherche autant de «Clintonistes recyclés», y compris une Clinton en chair et en os, après deux ans de campagne contre la «culture politique de Washington» et après une bataille féroce contre la sénatrice Hillary Clinton.

En réalité (et selon l'information qui circule à Washington) Obama n'a pas voté pour Clinton (le mari de sa rivale pendant les présidentielles) mais il obéit au lobby sioniste libéral qui finança sa campagne et fit de lui le «phénomène Obama».

Hillary Clinton fut la «candidate aux présidentielles» à l'origine du lobby, qui n'a choisi Obama que lorsqu'elle a commencé à chuter dans les sondages. Si Hillary gagnait, Bill Clinton allait perdre le pouvoir.

Le triomphe d'Obama ne modifia en rien la stratégie centrale: Bill Clinton, le président qui a le plus de succès auprès du lobby de la banque de New York, fera jouer son influence et orientera les décisions au sein du nouveau cabinet composé majoritairement de ses anciens fonctionnaires.

Bill Clinton fut l'architecte de la «bulle financière», il pilota l'expansion des affaires dans l'ex «rideau de fer», et il laissa la voie libre à Bush pour commencer l'ère de la «guerre anti-terroriste» et des guerres de conquête du pétrole au Moyen Orient et en Eurasie.

Pendant l'ère Clinton, «l'ouverture des marchés» dans l'ex espace soviétique s'est installée: les banques et corporations capitalistes se sont étendues dans les ex républiques socialistes et se sont emparées de leurs marchés et de leurs ressources naturelles (y compris les réseaux d'oléoducs de gaz et de pétroles) ôtant son pouvoir économique à la Fédération russe.

L'administration Clinton, alliée de l'OTAN, compléta la stratégie de «prise des marchés» par une politique d'occupation des ex espaces soviétiques par le biais de conspirations putschistes qui installèrent des gouvernements «pro-occidentaux» dans les républiques socialistes. De plus, elle consolida sa stratégie géopolitique militaire dans la

région par le bombardement et la dislocation de l'ex Yougoslavie, et elle installa les bases de l'expansion au Moyen Orient par les bombardements préventifs en Irak.

Tout le monde se demande (remarque la chaîne BBC) quel sera le rôle de Bill Clinton, qui, sans charge officielle et avec assez de temps libre, a déjà causé des maux de tête à Obama avec ses commentaires. Par ailleurs, il sera le principal conseiller d'Hillary Clinton si elle parvient à être secrétaire d'État.

«La nouvelle administration Obama», «l'ère Clinton: deuxième partie?», «la bande à Clinton de retour», «Clinton + Obama = quel cinéma!», sont autant de titres qui commencent à circuler dans Washington.

Dans la blogosphère, source clé de soutien pour Obama, les commentateurs se plaignent, disant que s'ils avaient souhaité le retour de «Clinton» à la Maison Blanche ils auraient voté pour Hillary.

«Les nouveaux visages n'ont aucune chance d'intégrer le cabinet Obama», signala le porte-parole du comité national du parti républicain, Alex Conant. «Le cabinet Barack Obama commence à ressembler à un rendez-vous de 'clintoniens'», ajouta-t-il.

Dans son éditorial, le journal conservateur The New York Post ironise également: «Félicitations à Hillary (et Bill) Clinton, qui semblent avoir remporté les élections présidentielles, malgré les résultats officiels du 4 novembre».

Traduction de l'espagnol: Assia. B

Sur-représentation sioniste au sein du cabinet Obama (2°)

Le recyclage du lobby sioniste

IAR Noticias

Mais si les presses européennes et américaines, y compris la presse républicaine, relèvent déjà avec «ironie» l'évidente influence de Bill Clinton au sein du gouvernement Obama, elles oublient de dire (pour la bonne raison qu'elles font partie du système) que les postes clés du cabinet seront occupés par des acteurs reconnus du lobby sioniste qui contrôle le Trésor Public, la Réserve Fédérale et tous les ressorts stratégiques du pouvoir impérial américain.

La preuve accablante des faits est plus forte que la manipulation médiatique qui tente de générer une attente de «changement» dans la politique impériale. La réalité montre qu'Obama s'est finalement laissé emprisonner par la logique du

pouvoir sioniste: Joseph Biden, vice-président (contrôle du lobby sur la Maison Blanche), Rahm Emanuel, chef du cabinet (contrôle du lobby sur l'environnement d'Obama), Timothy Geithner, secrétaire du Trésor Public (contrôle du lobby sur le système de la Réserve Fédérale), et Hillary Clinton, secrétaire d'État (contrôle du lobby sur la politique extérieure).

Le plus haut niveau de décision politique, les postes de l'exécutif et l'entourage du président, le plus haut niveau de décision économique financière et l'exécution de la politique extérieure (le cœur de l'empire) vont se retrouver entre les mains d'acteurs du lobby juif sioniste (en version libérale) de la «grande pomme» bancaire de New York.

En résumé, la Maison Blanche (le pouvoir politique), le Trésor Public (le pouvoir financier), le Département d'État (le pouvoir impérial) et le Pentagone (le pouvoir militaire qui restera aux mains de Robert Gates) répondront aux intérêts stratégiques du lobby juif qui gouvernera les États-Unis auprès d'Obama telle la «cerise sur le gâteau».

Autre «poids lourd» du lobby, l'ex chef de la Réserve Fédérale américaine Paul Volcker se chargera de diriger dans la future administration de Barack Obama un nouveau conseil en matière économique créé spécialement afin de stabiliser les marchés financiers en pleine crise internationale, selon

l'information de mardi du Wall Street Journal.

D'après des sources démocrates, le journal ajouta que l'économiste de l'Université de Chicago et conseiller de campagne Austan Goolsbee, autre acteur notoire du lobby, deviendra le directeur exécutif de cette commission. Par ailleurs, lundi dernier, le président élu des États-Unis, Barack Obama, confirma la rumeur qui circulait déjà depuis quelques jours: Tim Geithner (futur secrétaire du Trésor Public) et Larry Summers dirigeront l'équipe qui devra faire face à une crise économique aux «proportions historiques».

subir le processus de confirmation du sénat avant de devenir officiellement le conseiller du président. «Le vice-président élu, Joe Biden et moi-même avons formé une équipe lucide et habile afin de stabiliser notre économie, créer des emplois et remettre l'Amérique sur la bonne voie», affirma Obama pendant sa deuxième apparition face aux médias à Chicago depuis la nuit électorale du 4 novembre.

De plus, Obama annonça que le professeur de Berkeley Christina Romer, autre sioniste du cercle des démocrates, sera à la tête du Conseil des Consultants Économiques de la Maison Blanche tandis qu'une autre

emblématiques du lobby juif sioniste new-yorkais occupent des postes de «conseillers phares» dans le cercle qui entoure Obama.

Un acteur médiatique du sionisme, le président de Time-Warner, Richard Parsons (connu pour être le contact d'Obama à la CNN), a de grandes chances de faire partie de l'équipe de stratèges du président.

Parsons, le président de Times-Warner Inc., propriétaire de la chaîne de télévision CNN, est également directeur de Citigroup, un des grands bénéficiaires du rachat financier que poursuivra l'administration Obama.

Mais la «grande trilogie» du lobby financier qui contrôle Obama est composée de Timothy Geithner, Lawrence Summers et Robert Rubin, stratège favori de Bill Clinton. Le Trésor Public, colonne vertébrale du sionisme financier qui (avec la Réserve Fédérale) contrôle l'empire américain, sera occupé par Timothy Geithner, actuel président de la stratégique Réserve Fédérale de New York où se trouvent les maisons mères des 100 principales banques et entités financières des États-Unis.

Obama a déjà décidé de nommer Geithner, 47 ans, comme secrétaire du Trésor Public, tandis que Lawrence Summers, 53 ans, sera le directeur du Conseil Économique National de la Maison Blanche, d'après les affirmations, samedi dernier, d'un membre de l'équipe de transition.

Les deux furent membres du gouvernement de Bill Clinton, et intégrèrent avec Robert Rubin, les lignes stratégiques du plan «d'ouverture économique et de libre marché» qui finit par configurer le règne de la spéculation financière à échelle globale.

Aussi bien Geithner que Summers et Rubin représentent le niveau le plus haut du lobby sioniste bancaire à New York et leur



Le nom de Summers, 53 ans et ex président de l'Université de Harvard, apparaît également pour le remplacement de Ben Bernanke à la fin de son mandat à la Réserve Fédérale en 2010. A la différence de Geithner, Summers n'aura pas à

actrice du lobby, Melody Barnes, ex vice présidente du «réservoir de pensée» libérale Center for American Progress, sera la directrice du Conseil de Politique Domestique. De même, Warren Buffet et Georges Soros, acteurs historiques et gourous

nomination au côté d'Obama est le signe le plus clair que le lobby compte bien privilégier le secteur financier en crise en priorité.

Summers, qui fut le secrétaire du Trésor Public du temps de Clinton, mit en place pour Obama sa stratégie de «réponse à la crise financière» durant la campagne, et jouera un rôle déterminant en élaborant la politique économique et en coordonnant les conseillers du gouvernement.



Geithner, l'actuel président de la Réserve fédérale de New York où se trouvent les grands poulpes géants bénéficiaires du plan de rachat financier de 700 000 millions de dollars de Bush, sera le successeur de Paulson.

La réserve fédérale des États-Unis et le Département du Trésor Public viennent d'approuver un second plan de rachat financier pour un montant de 800 000 millions de dollars avec le but d'acheter des actifs hypothécaires et afin de réactiver les marchés de crédits à la consommation dont «héritera» Obama.

Ce plan de rachat, le second approuvé par l'administration du Président George W. Bush après une première enveloppe de 700 000 millions de dollars se divise en deux parties: 600 000 millions de dollars pour l'achat d'actifs hypothécaires et les autres 200 000 millions afin d'avaliser les crédits à la consommation.

Dans ce scénario, Timothy Geithner poursuivra le plan de

«crise» de Bush de rachats des entités en faillite et qui donna lieu à un formidable coup financier des banques privées du système de la Réserve Fédérale (dirigée par la# Réserve de New York).

Obama et Israël: une pure et simple allégeance aux intérêts sionistes?

La présence de Geithner comme nouveau secrétaire du Trésor Public est la preuve irrévocable de la continuité du plan de rachat financier de Bush (et du macro coup financier qu'il implique) pendant la gestion d'Obama.

Avec Geithner, comme secrétaire du Trésor Public, il se peut, et ce avec la garantie de l'État américain, que l'ensemble des banques privées qui forment la Réserve Fédérale poursuivront leur activité (dans le cadre du schéma fonctionnel du «super-rachat» entrepris par le Gouvernement Fédéral) telles des supra entités prestataires qui brassent des milliards destinés à faire des affaires (encore des milliards) avec les cadavres laissés par l'effondrement financier aux États-Unis.

Mais, comme le souligne la presse américaine, Obama prévoit d'élever encore plus le montant du «rachat» (ou du coût financier).

Selon le Wall Street Journal, des congressistes du parti Démocrate américain étudient la possibilité de mettre leur veto à un plan de «stimulation économique» de plusieurs milliards de dollars élaboré par Geithner et Summers par lequel le gouvernement Obama tentera de «sortir le pays de la récession».

Comme c'est déjà le cas avec le plan Bush-Paulson, le «plan de stimulation» d'Obama centre son axe fonctionnel dans la normalisation du secteur financier avec l'objectif de restaurer l'économie en crise.

La Présidente de la Chambre des Représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, souligna que les économistes de l'équipe d'Obama suggérèrent la nécessité d'adopter un plan d'une valeur de «centaines de milliards» de dollars.

Bien entendu, ni la presse conservatrice ni les usines républicaines ne révèlent ce «détail» (du macro coût financier capitaliste de la crise) lorsqu'ils critiquent Obama lui reprochant d'avoir fait de son cabinet le «retour de Bill Clinton».



<http://www.communisme-bolchevisme.net/>

Crise économique mondiale: Travailler plus pour gagner ... moins!

Pour 'assouplir' les 35 heures, les politiciens bourgeois ont fait miroiter aux travailleurs le fait qu'ils seraient désormais 'libres de travailler plus pour gagner plus'. Mais derrière ces slogans mystificateurs, la bourgeoisie la bourgeoisie savait bien qu'elle utiliserait cette 'liberté' accordée aux travailleurs pour les forcer à accepter de travailler plus en gagnant moins... Aujourd'hui, selon les aveux des médias bourgeois eux-mêmes, les 35 heures n'existent plus, la bourgeoisie étant libre de 'renégocier' au cas par cas les conditions de travail avec les syndicats et les travailleurs. Voyons donc à travers quelques exemples fournis par les médias bourgeois eux-mêmes (*Capital*, M6, 19 octobre 2008) en quels termes la production marchande pose la dite 'négociation'!

La 'négociation' de la durée du travail, c'est quand la direction de *Continental* pousse 1400 salariés d'une de ses usines en France à accepter de travailler à nouveau 40 heures en court-circuitant les syndicats par un référendum auprès des employés. Juste avant celui-ci, les salariés avaient été 'préparés' par un DVD reçu à domicile dans lequel la direction lançait un ultimatum menaçant les employés de délocaliser si la durée du travail restait en l'état, et concluant par un rappel du sort de près de 800 ouvriers belges du groupe dont l'usine avait été fermée

brutalement en 2003... Il n'en fallait pas moins pour qu'en décembre 2007 les trois quarts des salariés de l'usine ratifient l'augmentation du temps de travail... Bilan du 'travailler plus pour gagner plus': une 'hausse' du salaire de 1/15 pour une durée du travail augmentée de 1/7! Voilà quand les affaires marchent bien et que la bourgeoisie ne cherche qu'à augmenter ses profits... Voyons maintenant comment ça se passe quand c'est la survie de l'entreprise qui est en jeu...

La 'négociation', c'est quand la société *Sogerma* (maintenance aéronautique) située près de Bordeaux et employant 500 salariés déclare en avril 2007 être 'étranglée par la concurrence'. Seule solution pour éviter la faillite: travailler plus! Il n'en fallait pas moins pour que le syndicat accepte le retour aux 39 heures sans que l'entreprise débourse un seul centime – preuve qu'en période de crise, les réformistes n'ont rien à proposer aux travailleurs que de courber la tête devant les exigences de la bourgeoisie, puisque 'l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt du travailleur'!

La solution légale ? Que les travailleurs acceptent d'eux-mêmes la réduction de la base salariale de près de 13 %. La majorité des salariés, a accepté ces conditions, résignée: en effet, pour beaucoup, perdre son emploi alors qu'on a un crédit sur le dos et qu'on a peu de

chances de retrouver du travail n'est pas une option envisageable. Quant à la trentaine de salariés ayant refusé de courber la tête, ils l'ont payé très cher: pour eux, le prix de la résistance a été le licenciement économique!

De tels faits, dont chaque travailleur connaît des exemples multiples, ne peuvent que démoraliser la minorité de travailleurs qui cherche à résister.

Pourquoi cet état d'esprit des masses populaires? Parce qu'en période de crise, la concurrence s'accroît entre les marchandises et les producteurs de marchandises. Durant une période de crise, la différenciation économique des entreprises s'accélère: les entreprises les plus rentables survivent tandis que celles qui le sont moins disparaissent. La marchandise force de travail n'y fait pas exception: la crise grossit les rangs de l'armée de réserve du travail et accroît la pression sur l'ensemble des travailleurs, qui pour tenter de conserver leur niveau de vie ou même survivre, sont alors prêts à accepter la dégradation de leurs conditions de travail.

La bourgeoisie des pays impérialistes en déclin multiplie donc aujourd'hui impunément les mesures aggravant l'exploitation des travailleurs, dans un climat social relativement calme, sans faire face à de réelle résistance organisée de la

part des travailleurs, du fait de l'atmosphère ambiante faite de résignation et de fatalisme.

Ainsi, elle repousse l'âge légal de la retraite. Peu lui importe en effet que les travailleurs âgés peinent à trouver du travail : au moins l'état bourgeois réalisera des économies, non seulement en commençant à leur verser leur retraite plus tard, mais aussi en n'ayant pas à leur payer une retraite à taux plein!

Ainsi, elle renforce la répression des chômeurs, en instituant 'l'offre d'emploi raisonnable' qui permettra à l'état bourgeois d'économiser sur les allocations chômage des chômeurs qui refusent deux offres d'emploi jugées 'raisonnables' (jugement à géométrie variable que la bourgeoisie adaptera en fonction de ses besoins).

Ainsi, alors même que la bourgeoisie française a obtenu le démantèlement des 35 heures, le parlement européen s'apprête dans les prochaines semaines à modifier la durée légale maximale du travail, la portant de 48 à 65 heures hebdomadaires.

Aujourd'hui, en France, pas moins de 5 millions de salariés travaillant à temps partiel (le plus souvent par contrainte) et doivent cumuler deux emplois ou plus pour vivre!

Telles sont quelques-unes des beautés du 'démocratisme' bourgeois, ce paradis pour les exploités, ce piège et ce leurre pour les exploités!

Le 14 octobre aux USA, on annonçait le recul de 1,2 % des ventes de détail, illustrant le recul de la consommation des ménages américains qui assure les deux tiers de l'activité économique. Cette annonce de l'approfondissement de la récession aux USA provoquait immédiatement un fort recul des valeurs industrielles américaines qui entraînait dans son sillage les places

boursières des autres métropoles impérialistes en déclin. Dans la foulée, les USA annonçaient une baisse de leur production industrielle sans équivalent depuis 1974, baisse qui faisait conclure aux économistes d'UBS – ténor suisse de la finance mondiale gérant 1650 milliards d'euros d'actifs qui a vu sa capitalisation boursière diminuer des deux tiers de janvier 2007 à septembre 2008 – que **«la récession américaine sera plus dure que prévu et risque d'entraîner l'ensemble de l'économie mondiale dans une dépression sans équivalent depuis le premier choc pétrolier.»**

Au même moment, dans son *Rapport sur les perspectives économiques mondiales*, le FMI revoyait à la baisse ses prévisions concernant la croissance mondiale pour 2009, prévoyant la récession pour les USA, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie ainsi qu'une croissance nulle en France et en Allemagne. Ainsi, «les pays en développement tireraient donc à eux seuls la croissance mondiale, la Chine en tête (9,3%), même si "la crise financière est en train d'affecter de manière croissante les marchés émergents également".» (AFP, 14/10/2008)

Selon la Banque de Montréal, l'Économie canadienne est entrée en récession. Le constat est le même pour l'Irlande, qui avait pourtant enregistré une importante croissance économique ces dernières décennies grâce au attrait constitué par sa main d'œuvre à bas coût au cœur même de l'Europe de l'Ouest. Enfin, même l'Allemagne, qui est l'un des derniers pays impérialistes occidentaux dont l'industrie fournisse l'essentiel des revenus de sa balance des paiements, a revu ses prévisions de croissance pour 2009 à la baisse: 0,2 % au lieu de 1,2 %. Selon les analystes de CM-CIC Securities (un des principaux

groupes bancaires européen) **«les craintes concernant les menaces de récession ont pris le pas sur l'optimisme retrouvé suite aux plans de sauvetage du secteur financier».**

Alors que la façade de carton-pâte du démocratisme bourgeois se lézarde toujours davantage sous l'effet du pourrissement économique, et alors que l'impuissance du parlementarisme bourgeois apparaît chaque jour un peu plus clairement aux yeux des travailleurs (la bourgeoisie faisant ce qu'elle veut par le seul fait qu'elle détient le pouvoir économique), les réformistes continuent à tromper les travailleurs en entretenant les mystifications sur les vertus du parlementarisme bourgeois. Ainsi, en juin 2008 les dirigeants de la CGT et de la CFDT appelaient les travailleurs à manifester non pas pour faire bloc contre la bourgeoisie, mais «pour tenir les députés au chaud»... (Reuters, 17-06-2008)

Dans les conditions de la récession économique, on assiste de manière évidente à la décomposition finale des syndicats et partis réformistes dont les discours et les actions sont en contradiction flagrante avec les faits économiques. En période de crise, la concurrence augmente non seulement entre les bourgeois, mais aussi entre les travailleurs qui sont aux premières loges. Quelle solidarité de classe peut bien émerger du mouvement spontané quand la moitié des français reconnaissent avoir peur pour leur emploi et celui de leurs proches? (sondage du mois d'octobre paru dans *Libération*) Quelle résistance sérieuse les travailleurs peuvent-ils bien opposer à la bourgeoisie quand celle-ci parvient à faire pression sur des concentrations de centaines d'ouvriers pour qu'ils acceptent de travailler plus tout en gagnant moins,

a seule fin de sauver de la faillite l'entreprise où ils travaillent?

Ne pas voir ceci, continuer à lutter selon les schémas révisionnistes, c'est imiter le volontarisme des curés du démocratisme bourgeois, persuadés de pouvoir influencer sur le cours des événements indépendamment des circonstances économiques objectives, circonstances qui affaiblissent toujours davantage le mouvement spontané pourtant réduit aux revendications économiques. Ainsi, selon la CGT, le 17 juin 2008, 500 000 personnes avaient manifesté dans toute la France pour la défense des 35 heures et des retraites, contre 700 000 le 22 mai 2008. Telle est la réalité.

Le système mondial de l'impérialisme se trouve aujourd'hui à une période charnière marquant le déplacement de son centre de gravité. Si les pays impérialistes en déclin renoncent à déclencher une guerre contre la Chine (guerre dont la crise actuelle fait penser qu'ils n'ont peut-être d'ailleurs plus les moyens de mener), le mouvement économique ne peut qu'aboutir à la ruine commerciale et financière complète des anciennes métropoles impérialistes au profit de leur concurrent chinois. L'impérialisme chinois est en train de ravir la place de ses anciens alliés: il y a encore trente ans l'apanage exclusif d'une poignée de vieux pays impérialistes, la puissance commerciale et financière se déplace inexorablement vers l'impérialisme chinois.

La question fondamentale pour les pays impérialistes en déclin est: «comment préserver nos profits» sans déclencher une guerre que nous n'avons aucune chance de gagner ?

Actuellement, l'opinion bourgeoise dominante émerge encore pour ainsi dire de manière spontanée: il s'agit d'augmenter la productivité du travail au sein même des

métropoles impérialistes en déclin, en forçant le prolétariat à travailler toujours plus intensément et longuement, afin de tenter de rétablir un rapport de forces plus favorable sur le marché international de la force de travail. Mais en procédant ainsi (ce qui est une nécessité économique immédiate pour lutter contre la concurrence croissante des entreprises chinoises), la bourgeoisie des vieux pays impérialistes réduit les débouchés potentiels: en forçant les travailleurs à travailler plus pour gagner moins, la bourgeoisie brise les chaînes dorées qu'elle a forgé au prolétariat des métropoles. Hélas pour elle, la bourgeoisie aggrave ainsi la crise des débouchés dont l'aiguïsement doit lui-même conduire à accélérer la différenciation économique des entreprises, c'est-à-dire la disparition des entreprises les moins rentables et la survie des plus rentables. A ce jeu, les entreprises chinoises sortiront encore gagnantes... Leurs profits se verront certes réduits, mais ce seront ces entreprises qui souffriront le moins de la réduction des débouchés provoquée par la récession économique dans les pays impérialistes en déclin.

La seconde option, plus réfléchie, qui s'offre aux élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin consiste à accepter de devenir une bourgeoisie compradore aux ordres de l'impérialisme chinois. Les élites néo-compradore pourraient même espérer un soutien policier et militaire de l'impérialisme chinois pour 'maintenir l'ordre' dans ses semi-colonies.

Dans tous les cas, le salut économique des pays impérialistes occidentaux en déclin ne peut ainsi passer que par leur mise sous tutelle, leur transformation en pays semi-coloniaux (pays ateliers) fournissant à la bourgeoisie chinoise un revenu que l'impérialisme chinois utilisera

pour forger des chaînes dorées à son prolétariat. Telle est la signification fondamentale du mouvement économique actuel : quand les places financières occidentales s'affolent devant la récession désormais palpable, quand les investisseurs peinent à trouver des placements et des 'valeurs refuges', la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin en vient à comprendre qu'elle ne peut plus lutter contre son concurrent chinois, et que son déclin est inexorable. Alors elle sait qu'elle doit dès à présent préparer la répression fasciste des travailleurs, afin de forcer les éventuels récalcitrants à accepter une dégradation inouïe de leurs conditions de vie, dégradation inévitable, quelle que soit l'option choisie par la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin.

La bourgeoisie s'en donne en tout cas dès aujourd'hui les moyens. Ainsi, au début du mois d'octobre 2008, les politiciens bourgeois allemands ont légalisé l'utilisation de la *Bundeswehr* dans les opérations de 'sécurité intérieure' visant à lutter contre le terrorisme, mais également contre les manifestations dès lors qu'elles seront considérées comme dangereuses pour la 'sécurité nationale'!

L'impérialisme est plus que jamais le stade ultime du capitalisme, et l'agonie actuelle de nombreux pays impérialistes ne peut déboucher que sur deux perspectives : ou bien le socialisme, ou bien la barbarie, que cette barbarie revête la forme d'une guerre ou bien d'un nouvel ordre impérialiste où d'anciens pays impérialistes deviendraient des régimes fascistes semi-coloniaux, tels que les pays impérialistes en ont mis en place dans leurs sphères d'influence exclusives ces dernières décennies...

La révolution socialiste ne pourra pas naître de la conscience

émergeant du mouvement spontané. L'ordre du jour, c'est de démontrer l'impossibilité pour la bourgeoisie de satisfaire les revendications les plus essentielles des travailleurs afin de transformer les luttes économiques en revendications politiques

révolutionnaires. Dans ces circonstances, l'absence d'un Parti communiste marxiste-léniniste, **seul** capable de mener à bien cette tâche, fait cruellement défaut et tout retard pris dans sa construction promet des jours sombres aux travailleurs et aide

objectivement la bourgeoisie qui sait qu'elle devra bientôt ôter la toge 'démocratique' – qu'elle revêt dans les périodes de prospérité relative –, pour se montrer à nouveau au grand jour revêtue de sa chemise brune...

Sur la récession économique du système impérialiste mondial

La modification du rapport de forces inter-impérialiste contemporain ne se fait pas sous la forme d'une douce et paisible transition, mais s'accompagne de véritables séismes économiques qui ont d'importantes répercussions sur l'économie de l'ensemble des pays composant le système impérialiste.

La transformation de la Chine, ex-pays atelier il y a encore deux décennies, en un puissant pays impérialiste ne pouvait manquer de provoquer un séisme d'une magnitude jusqu'ici inconnue. Les médias bourgeois ne voient que les effets financiers de ce séisme qui prend pourtant sa source dans la sphère productive. Ainsi en témoigne la production d'acier. Rappelons que la production de ce matériau, utilisé dans de nombreuses industries et dans le bâtiment, est un bon indice du développement de l'économie dans son ensemble. Une baisse de la production d'acier est ainsi synonyme de récession, comme au cours des crises de 1929-1933 et de 1937-1938. En 1932, la production mondiale d'acier avait ainsi baissé de plus de 50 % par rapport à 1929. Durant la crise de 2000-2001, la production mondiale d'acier avait stagné (+ 0,3 %). Dans les années suivantes (2001-2007), la première phase d'essor commercial et financier de l'impérialisme chinois a alimenté une forte augmentation de la production mondiale d'acier (+ 58

%). Cependant, cette augmentation s'est construite sur le déficit commercial croissant des vieux pays impérialistes vis-à-vis de leur concurrent chinois.

En 2007 sont apparus les premiers signes montrant que cet endettement avait atteint sa limite. Ainsi a éclaté la 'crise financière' actuelle. L'année 2008 marque une étape nouvelle: l'éclatement de cette bulle du surendettement des ménages et des états impérialistes en déclin. Quand les revenus du commerce de capitaux et de marchandises deviennent insuffisants pour permettre de continuer à s'endetter et quand la limite du surendettement est atteinte, alors la consommation dans les pays impérialistes en déclin doit nécessairement décliner; entraînant mécaniquement une contraction des débouchés commerciaux et financiers. En 2007, la production mondiale d'acier s'était montée à 1344 millions de tonnes, soit en moyenne 112 millions de tonnes par mois. La Chine en avait produit 489 millions de tonnes, soit 36,3 % du total.

D'après les statistiques partielles actuellement disponibles, sur les 11 premiers mois de l'année 2008, la production mondiale d'acier s'est montée à 1225 millions de tonnes en novembre, mais alors que le début de l'année 2008 avait vu croître la production d'acier (avec une moyenne de près de 116 millions de

tonnes mensuelles sur les six premiers mois), les mois suivants ont marqué un mouvement inverse de déclin de la production, déclin qui n'a cessé de s'accélérer depuis l'été 2008 : 112 millions de tonnes en août, 108 millions en septembre, 99 millions en octobre et 89 millions en novembre!

Ainsi, la production mondiale d'acier de novembre 2008 marquait-elle une baisse de près de 24 % par rapport à la production mensuelle moyenne des 6 premiers mois de l'année. Mais cette moyenne cache des contrastes importants: en Ukraine, la baisse est de près de 57 %, en Belgique de 50 %, en Espagne de 47 %, aux USA et en Russie de 42 %, en France de 37 %, au Royaume-Uni de 31 %, en Allemagne et en Italie de 21 %. En Arabie Saoudite et en Afrique du Sud, la baisse est de 46 %, au Mexique de 26 %, enfin au Brésil et à Taïwan de 22 %.

Avec une baisse de seulement 18 %, comparable à celle de la Corée du Sud ou du Japon, la Chine fait donc partie de ceux qui ont le moins perdu de plumes, une 'performance' au regard de sa part colossale dans le total de la production mondiale et du degré d'ouverture de son économie ! La part relative de la Chine n'a d'ailleurs pas cessé d'augmenter pour atteindre 39,5 % en novembre 2008! Rien d'étonnant cependant à ce que la contraction des débouchés favorise encore les plus forts!

A la vue des chiffres du chômage calamiteux annoncés dans ne nombreux pays impérialistes en novembre-décembre, et bien que les statistiques de la production d'acier ne soient pas encore connues pour décembre, il est hors de doute qu'elles seront encore plus mauvaises que celles de novembre, confirmant le fait que la crise actuelle du système mondial de l'impérialisme est la plus sérieuse qu'il ait connue depuis celle de 1929.

Le rapport de forces caractérisant le système impérialiste mondial tel qu'il existe depuis plusieurs décennies, basé sur l'exploitation de pays dépendants ateliers par quelques pays impérialistes, s'est transformé radicalement depuis que l'un de ces pays ateliers s'est affranchi de la division internationale du travail qui reproduit habituellement les pays ateliers en pays ateliers et les pays impérialistes en pays impérialistes, investissant dans les premiers. La Chine, donc, est devenue un pays impérialiste, mais pas n'importe lequel : un pays impérialiste détenant des avantages décisifs sur ses concurrents les plus puissants dans le domaine commercial comme financier.

Aujourd'hui, c'est ce mouvement de retournement complet des rôles qui, enclenché, plonge l'économie du système impérialiste mondial dans la récession, une récession durable et structurelle, inéluctable dans le cadre d'un développement pacifique des rivalités inter-impérialistes. La récession est le produit des contradictions internes du système mondial de l'impérialisme. La contradiction fondamentale réside en ce qu'un pays impérialiste comme la Chine ne peut aujourd'hui continuer à se développer que si ses concurrents impérialistes se convertissent à leur tour en semi-colonies, en pays ateliers. C'est le seul moyen pour le système impérialiste mondial de perdurer encore un peu et de repousser la menace de la révolution sociale. Pourtant, dans les pays impérialistes en déclin, un tel retournement de situation n'est pas sans danger pour les exploiters, pour peu que le mouvement marxiste-léniniste parvienne à sortir du borbier révisionniste où il est enlisé depuis plus d'un demi-siècle.

Note du 25/01/2009 : Le 22 janvier, le site <http://www.worldsteel.org> a publié les statistiques du mois de décembre 2008. Comme nous l'anticipions, le mois de décembre s'est révélé être pire que celui de novembre. L'autre point essentiel est que la crise accélère la différenciation économique des pays. Ainsi, en décembre, la Chine fait mieux que limiter la casse : alors que la baisse de la production mondiale d'acier s'est confirmée en décembre (- 5 millions de tonnes par rapport à novembre), la production chinoise s'est notablement relevée (+ 4 millions de tonnes). Au même moment, la production des USA, du Japon, de l'Allemagne, de la Corée du Sud, du Royaume-Uni, de la France, etc. a continué de s'effondrer. Au final, la production mondiale d'acier enregistre une baisse de 1,2 % sur toute l'année 2008. La Chine pour sa part enregistre une hausse de 2,6 % de sa production qui se monte à 502 millions de tonnes. En décembre 2008, la Chine a produit 39 millions de tonnes sur les 84 millions produites, soit 46,3 % de l'acier mondial !

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB : [HTTP://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/](http://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/)



Bilan de l'évolution des rivalités inter-impérialistes en 2008

(25/02/2009)

Selon les statistiques publiées en février 2009, la production mondiale d'acier s'est relevée de 3,7 millions de tonnes en janvier 2009 par rapport au mois précédent. Cependant, ce relèvement s'est uniquement produit sous l'impulsion de la hausse de la production chinoise qui a elle aussi augmenté de 3,7 millions de tonnes ! En janvier 2009, la Chine a ainsi produit 48,4 % de l'acier mondial.

La production mondiale concernant les autres pays durant la même période a globalement stagné, avec cependant certains pays comme le Japon qui ont vu leur production continuer de s'effondrer. D'autres, comme l'Allemagne, ont vu leur production se relever légèrement, mais dans des proportions très inférieures à celles de la Chine. Ces variations sont le produit des situations respectives dans lesquels se trouvent les pays impérialistes.

La bourgeoisie de certains pays, comme la Chine (et dans une moindre mesure l'Allemagne), dispose encore de confortables réserves issues de son excédent commercial des années passées lui permettant d'adopter des mesures keynésiennes sans en faire retomber le coût immédiatement sur les masses exploitées au moyen de mesures comme l'augmentation des impôts directs et indirects ainsi que la compression du budget alloué à l'éducation et à la santé, mesures qui ont pour effet de restreindre la consommation des masses exploitées et donc par conséquent d'aggraver la crise des débouchés.

Alors que le plan d'Obama de 787 milliards de dollars sent le souffre (comment l'impérialisme américain dont la dette atteint des

niveaux abyssaux pourra-t-il jouer au keynésianisme sans courir à la banqueroute ?), les premières mesures adoptées par l'impérialisme chinois, elles, ont déjà commencé à porter leurs fruits ! Au mois de novembre 2008, l'impérialisme chinois avait annoncé un plan de relance en deux ans (jusqu'en 2010) d'un montant de 4000 milliards de yuans (soit environ 460 milliards d'euros) destiné à compenser la baisse de la demande internationale en biens manufacturés chinois. Ce plan keynésien d'envergure visant à stimuler la demande intérieure prévoit d'accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises, d'investir dans les réseaux de transports, la construction, les infrastructures rurales, l'innovation technique, etc. Avec un excédent commercial d'environ 230 milliards d'euros en 2008, en hausse de plus de 10 % par rapport à 2007, l'impérialisme chinois en a les moyens. En 2008, la Chine a détrôné son concurrent allemand et est devenue le premier exportateur mondial.

La crise actuelle, loin de rassembler les concurrents impérialistes, exacerbe au contraire leurs rivalités. Ainsi, le patron de Volkswagen a déclaré que le plan de sauvetage de 6 milliards d'euros élaboré par l'impérialisme français pour venir au secours de son secteur automobile était une mesure protectionniste semblable à la Politique Agricole Commune qui ne profiterait en définitive «ni aux salariés, ni aux entreprises, ni aux consommateurs». (Reuters, 04/02/2009)

Confronté à la baisse de son excédent commercial en 2008 (178

milliards d'euros, soit une baisse de près de 9 % par rapport à 2007), l'impérialisme allemand ne peut que voir d'un mauvais œil ses concurrents choisir de violer délibérément les lois du libre-échange...

Pour l'impérialisme japonais, la situation est encore plus catastrophique : le Japon a vu son excédent commercial s'effondrer en 2008 : à 17 milliards d'euros, il a baissé de plus de 80 % par rapport à 2007 !

L'impérialisme français, lui, a connu en 2008 le pire déficit commercial de son histoire. Se montant à plus de 55 milliards d'euros, il a augmenté de plus de 37 % par rapport à son précédent record de 2007. Le nombre de chômeurs à lui aussi fait un bond en 2008, augmentant de 15 % en un an. Et l'année 2009 ne s'annonce pas meilleure : pour le seul mois de janvier, ce sont plus de 90 000 nouveaux chômeurs qui ont été recensés, un record. (Le Monde, 25/02/2009)

Pour l'ensemble des 27 pays de la zone Euro, le déficit commercial de l'année 2008 a augmenté de plus de 25 % par rapport à 2007, pour se monter à 241 milliards d'euros...

Si l'impérialisme américain, lui, a vu son déficit commercial se réduire en 2008 (pour se monter à 540 milliards d'euros 'seulement') du fait de la modification du rapport de forces en sa faveur vis-à-vis d'autres pays impérialistes occidentaux (la crise économique ayant frappé les USA avec plus de force a rendu la main d'œuvre américaine plus compétitive), son déficit commercial vis-à-vis de la Chine n'en a pourtant pas moins continué de se creuser pour atteindre 212 milliards d'euros !

L'analyse des chiffres de la production d'acier illustre ces grandes tendances.

Tandis qu'en janvier 2009 la production d'acier de la Chine était remontée à un niveau proche du

niveau moyen des trois premiers trimestres de l'année 2008, celle de ses principaux concurrents accusait une baisse de 40 à 50 %.

La Chine est le seul pays impérialiste à avoir accru sa

production aussi bien de manière relative que de manière absolue, un fait révélateur du nouveau rapport de forces inter-impérialiste en cours de constitution !

Comment se construisent les légendes noires

Les « Protocoles des Sages de l'Islam »



Domenico Losurdo*

Pour justifier l'apartheid en Palestine et la guerre israélienne contre le peuple palestinien, les médias atlantistes recourent à la technique classique des légendes noires. A force de répétition mensongère se forme l'idée qu'il existerait un complot islamique mondial disposant d'un plan global que l'on pourrait appeler «Les Protocoles des Sages de l'Islam», par référence au faux antisémite diffusé par la police tsariste. Le philosophe et historien italien, Domenico Losurdo, analyse ici cet artifice de

propagande au regard de quelques références historiques.

En feuilletant sur Internet les réactions à mon dernier livre *Stalin, Storia e critica di una leggenda nera* (Staline, Histoire et critique d'une légende noire), apparaissent à côté de commentaires largement positifs quelques signes d'incrédulité: est-il donc possible que les infamies attribuées à Staline et accréditées par un consensus général soient le plus souvent le résultat de distorsions et parfois de véritables falsifications historiques?

C'est à ces lecteurs en particulier que je voudrais suggérer une réflexion à partir des événements de la chronique de ces jours ci. Nous avons tous sous les yeux la tragédie du peuple palestinien à Gaza, d'abord affamé par le blocus et maintenant envahi et massacré par la terrible machine de guerre israélienne. Voyons comment réagissent les grands organes d'«information». Sur le *Corriere della Sera* du 29 décembre, l'éditorial de Piero Ostellino sentence: «L'article 7 de la Charte de Hamas ne défend pas seulement la destruction d'Israël, mais l'extermination des juifs, comme l'affirme le président iranien Ahmadinejad». On notera que, tout en faisant une affirmation extrêmement grave, le journaliste ne rapporte aucune citation textuelle: il exige d'être cru sur parole.

Quelques jours plus tard (3 janvier) sur le même quotidien,

Ernesto Galli della Loggia remet ça. À la vérité, celui-ci ne parle plus de Ahmadinejad. Peut-être s'est-il aperçu de la bévue de son collègue. Après Israël, l'Iran est le pays du Proche-Orient qui abrite le plus de juifs, (20.000), et ceux-ci ne semblent pas subir de persécutions. En tout cas, les Palestiniens des territoires occupés ne pourraient qu'envier le sort des juifs qui vivent en Iran, lesquels non seulement n'ont pas été exterminés mais ne doivent même pas faire face à la menace de «transfert», que les sionistes les plus radicaux projettent sur les arabes israéliens.

Évidemment, Galli della Loggia survole ça de haut. Il se borne à se taire sur Ahmadinejad. En compensation, il augmente la dose sur un autre point essentiel: le Hamas ne se borne pas à exiger «l'extermination des juifs» israéliens, comme l'affirme Ostellino. Il ne faut pas s'arrêter à mi-chemin dans la dénonciation des méfaits des barbares: «Hamas souhaite l'élimination de tous les juifs de la face de la terre» (*Corriere della Sera*, du 3 janvier). Dans ce cas aussi, on n'apporte pas l'ombre d'une preuve: la rigueur scientifique est la dernière préoccupation de Galli della Loggia, à qui il faut par contre reconnaître le courage de défier le ridicule: selon ses analyses, les «terroristes» palestiniens se proposent de liquider la machine guerrière non seulement d'Israël



mais même celle des USA, afin de terminer les infamies dont l'éditorialiste du *Corriere della Sera* dénonce l'ampleur planétaire. Par ailleurs, ceux qui sont capables d'infliger une défaite décisive à la superpuissance mondiale, en plus d'Israël, peuvent bien aspirer à la domination mondiale. En somme: c'est comme si Galli mettait finalement à jour *Les Protocoles des Sages de l'Islam!*

Et tout comme, à leur époque, *Les Protocoles des Sages de Sion*, *Les Protocoles de Sages de l'Islam* ont désormais valeur de vérité acquise, et ne nécessitent aucune démonstration. Sur *La Stampa* du 5 janvier, Enzo Bettiza donne immédiatement la signification des bombardements massifs d'Israël, déchaînés depuis le ciel, la mer et la terre, avec recours d'ailleurs à des armes interdites par les conventions internationales, contre une population substantiellement sans défenses: «C'est une opération de gendarmerie drastique et très violente d'un pays menacé d'extermination par une secte qui a juré de l'extirper de la face de la terre».

Cette thèse, répétée à l'obsession, vient s'inscrire dans le cadre d'une tradition bien précise. Entre le 18ème et le 19ème siècle le modéré abbé Grégoire se battait pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises: il allait être taxé de leader des «blancophages», ces noirs barbares et avides de se repaître de chair des hommes blancs. Quelques décennies plus tard, quelque chose de similaire se passa aux États-Unis d'Amérique: les abolitionnistes, souvent de foi chrétienne et d'orientation non-violente, exigeaient «la destruction complète de l'esclavage»; ils furent promptement accusés de vouloir exterminer la race blanche. À la moitié du 19ème siècle encore, en Afrique du Sud, les champions de l'apartheid refusaient les droits politiques aux noirs, avec comme argument qu'un éventuel gouvernement noir aurait signifié l'extermination systématique des colons blancs et des blancs dans leur totalité.

La légende noire en vogue de nos jours est particulièrement ridicule: le Hamas, à plusieurs reprises, a fait comprendre la

possibilité d'un compromis, si Israël acceptait de revenir aux frontières de 67. Comme tout le monde sait ou devrait savoir, ce qui rend de plus en plus problématique et peut-être désormais impossible la solution à deux États, c'est l'expansion ininterrompue des colonies israéliennes dans les territoires occupés. Et pourtant, la substitution à l'actuel Israël en tant qu'«État des Juifs» d'un État binational qui soit en même temps celui des juifs et des palestiniens, en garantissant l'égalité à tous, ne comporterait en aucune manière l'extermination des juifs, exactement comme la destruction de l'État racial blanc, dans le Sud des États-Unis d'abord puis en Afrique du Sud n'a certes pas signifié l'anéantissement des blancs. En réalité, ceux qui agitent d'une manière ou d'une autre *Les Protocoles des Sages de l'Islam* veulent transformer les victimes en bourreaux et les bourreaux en victimes.

Non moins grotesques et non moins instrumentalisées sont aujourd'hui les mythologies en vogue sur Staline et le mouvement communiste dans sa totalité. Qu'on prenne la thèse de l'«holocauste de la faim» ou «famine terroriste» que l'Union Soviétique aurait imposé au peuple ukrainien dans les années 30. En soutien de cette thèse il n'existe et il n'est apporté aucune preuve.

Mais cela non plus n'est pas le point essentiel. La légende noire diffusée de façon planifiée surtout à l'époque de Reagan et au moment de la Guerre froide sert à mettre sous le boisseau le fait que la «famine terroriste» reprochée à Staline, a été depuis des siècles mise en acte par l'Occident libéral et, en particulier, contre les peuples colonisés ou qu'il aurait voulu réduire à des conditions coloniales ou semi-coloniales.

C'est ce que j'ai essayé de démontrer dans mon livre.

Immédiatement après la grande Révolution noire qui à la fin du 18ème siècle à Saint Domingue/Haïti brisait en même temps les chaînes de la domination coloniale et celles de l'institution de l'esclavage, les États-Unis répondaient par les déclarations de Thomas Jefferson, disant vouloir réduire à l'inanition (*starvation*) le pays qui avait eu l'effronterie d'abolir l'esclavage. Le même comportement a été adopté au 19ème siècle. Déjà les lendemains d'Octobre 1917, Herbert Hoover, à l'époque haut représentant de l'administration Wilson, puis président des États-Unis, agitait de façon explicite la menace de la «faim absolue» et de la «mort par inanition» non seulement contre la Russie soviétique mais contre tous les peuples prêts à se laisser contaminer par la Révolution bolchevique. Au début des années 60, un collaborateur de l'administration Kennedy, Walt W. Rostow, se vantait du fait que les États-Unis étaient arrivés à retarder pour «des dizaines d'années» le développement économique de la République Populaire de Chine!

C'est une politique qui continue aujourd'hui encore: tout le monde sait que l'impérialisme essaie d'étrangler économiquement Cuba, et si possible de le réduire à la condition de Gaza, où les oppresseurs peuvent exercer leur pouvoir de vie et de mort, bien avant même leurs bombardements terroristes, avec, déjà, le contrôle des ressources vitales.

Nous sommes ainsi revenus à la Palestine. Avant de subir l'horreur qu'il subit aujourd'hui, le peuple de Gaza avait été frappé par une politique prolongée qui essayait de l'affamer, de l'assoiffer et de le priver de lumière électrique, de médicaments, et de le réduire à l'épuisement et au désespoir. En plus du fait que le gouvernement de Tel-Aviv se réservait le droit de procéder comme d'habitude, malgré la «trêve», aux exécutions extrajudiciaires de ses ennemis. À savoir qu'avant même d'être envahie par une armée ressemblant à un peloton d'exécution gigantesque et expérimenté, Gaza était déjà l'objet d'une politique d'agression et de guerre. En même temps, une

puissance militaire de feu multi-médiatique s'est déchaînée surtout en Occident pour anéantir toute résistance critique à la thèse fautive et menteuse selon laquelle Israël serait ces jours ci engagé dans une opération d'autodéfense: que personne n'ose mettre en doute l'authenticité des *Protocoles des Sages de l'Islam*!

Voilà comment on construit les légendes noires: celle d'aujourd'hui scelle la tragédie du peuple palestinien (le peuple martyr, par excellence, de notre époque), tout comme celles qui, en dépeignant Staline comme un monstre et en réduisant à une histoire criminelle le processus qui a commencé avec la Révolution d'Octobre, entendent priver les peuples opprimés de tout espoir et perspective d'émancipation.

*** Domenico Losurdo**

Philosophe et historien communiste, professeur à l'université d'Urbin (Italie).

Traduction **Marie-Ange Patrizio**

Garder la Patrie est un devoir sacré de chaque citoyen de l'URSS ! (1941)



Chine : la longue marche vers le retour au capitalisme

Nombre de journalistes datent du 22 décembre 1978 le changement de cap de l'économie chinoise. C'est une erreur. Concernant le socialisme, c'est à la courte période 1949 – 1956 qu'il faut faire référence, ensuite c'est la politique utopiste du « grand bond en avant » et le chaos de « la révolution culturelle ».

C'est lors du 11ème congrès du PCC, qu'est annoncée la fin officielle de la « révolution culturelle », qui sera marquée en novembre 1979 par l'ouverture du procès de « la bande des quatre » et de leurs complices ; ils répondent de persécution contre 729 511 personnes, parmi eux 420 cadres du PCC, dont l'ancien président de la république Liu Shaoqi, le maréchal Peng Dehuai vétérans de la longue marche, etc.

Le 22 décembre 1978, la réunion de la 3ème assemblée du Comité Central n'est qu'une révolution de palais au profit de Deng Xiaoping qui ajourne le plan économique décennal de Hua Guofeng, et officialise la politique de libéralisation rurale.

Quelques mois plus tard, du 17 Février au 10 Mars c'est l'offensive militaire chinoise contre le Viet Nam qui se soldera par 26 000 tués chinois et 30 000 vietnamiens. Puis la Chine

dénonce en avril 1979 le traité sino-soviétique de février 1950.

La création des quatre zones économiques spéciales, véritables vitrines du capitalisme, ainsi que l'autorisation d'établissement d'entreprises mixtes sino-étrangère auront lieu en Juillet de la même année.

Le bilan est largement au bénéfice des entreprises capitalistes, les experts ne s'y trompent pas l'un d'eux dans « *les Echos* » du 18 décembre 2008. Albert Keidel précise : « *Si la réforme politique est un élément nécessaire d'une modernisation rapide, il n'y pas d'urgence à remettre en cause l'intégralité du système actuel* ». Au plus fort de la polémique sino-française sur la réception du Dalaï lama en Pologne, Dominique de Villepin ancien 1er ministre s'est rendu en Chine. Participant à un forum sur les affaires, il n'a pas manqué de rassurer les « *hommes d'affaires* » chinois, De Villepin, ancien dirigeant du très influent « *Comité France Chine du Cnfpf* » dans les années 90, sait de quoi il parle.

Marx le soulignait déjà, le capitalisme à toujours le sens des rapports de force !

C'est au bénéfice des entreprises que le gouvernement Chinois vient de mettre en place son plan de relance économique, estimé à 570

milliards de dollars par les autorités centrales, et à plus de 1200 milliards de dollars par les provinces et grandes villes relevant de l'autorité centrale. Des sommes considérables qui ne manqueront pas d'alimenter la corruption des cadres du PCC et des dirigeants d'entreprises. 8 milliards de \$ en cette fin 2008 ont déjà été détournés, à suivre.

Pendant ce temps-là, le gouvernement « *peine* » à trouver les fonds nécessaires à soutenir l'agriculture, à payer la récolte de coton, les emplois de plusieurs millions de diplômés restés sur le carreau, ceux des dizaines de millions de travailleurs migrants contraints de rentrer dans leur province d'origine après la fermeture de leur entreprise, des 600 000 orphelins des zones rurales, etc...

Le président Hu Jintao persiste dans son choix politique de poursuivre « *la politique de réforme et d'ouverture* », au service du capitalisme, pourtant la situation sociale est particulièrement difficile pour des centaines de millions de salariés qui craignent d'être privés de la fameuse prime traditionnelle pour le nouvel an, alors qu'il appelle les dirigeants locaux du PCC à « *beaucoup de retenue dans les libations* » qui se dérouleront à l'occasion de ces fêtes!

E. Hoxha sur Mao Tsétoung : « J'ai indiqué dans un des mes écrits qu'il fallait abattre les mythes, et je pensais précisément au mythe de Mao Tsétoung, ce mythe qui le présentait comme un 'grand' marxiste-léniniste. Mao Tsétoung n'est pas un marxiste-léniniste, mais un démocrate révolutionnaire progressiste et c'est à travers ce prisme qu'il faut, à mon sens, étudier son œuvre. » (Enver Hoxha, La révolution chinoise peut-elle être qualifiée de prolétarienne ? Réflexions sur la Chine, Tome II, Edition numérique, p. 356) sur le site : <http://www.communisme-bolchevisme.net/>

Sur l'image ci-dessus : La faillite de la SDN – tractations impérialistes. L'ONU, la SDN du 21ème siècle !

« Plus un mensonge est gros... plus il a de chances d'être cru ! Mentez, mentez, mentez, encore et toujours, il en restera bien quelque chose ! »

« Je veux qu'on ne tourne actuellement pour les français que des films légers, superficiels, divertissants, mais stupides... Le peuple français s'en contentera sûrement ! »

Ces lignes sont de *Joseph Goebbels*, diplômé de philosophie et de psychologie, et chef de la propagande nazie durant la Seconde Guerre Mondiale. Loin de moi l'idée de faire une apologie du nazisme : la raison d'être de ce site est de démontrer comme ces tristes paroles restent actuelles, guidant quotidiennement la politique de nos gouvernants et constituant la 'déontologie' des médias bourgeois.

Bienvenue tous, communistes ou non :

* Si vous n'êtes pas communiste, mais que vous êtes soucieux de mieux comprendre ce qu'est la *mondialisation* et ce qui se cache derrière *l'altermondialisme* ou la *dérive sécuritaire*, quelle est la signification des *sales guerres de l'OTAN*, le rôle de la *désinformation* médiatique et des *films de guerre US*, l'ampleur de la *falsification de l'histoire*, la *catastrophe écologique*, le sens de la *construction européenne*, ou bien la teneur de la *politique française*, alors passez un peu de temps sur ce site, vous ne tarderez pas à avoir *un autre regard sur le communisme*.

* Si vous vous sentez communiste mais que vous vous définissez comme *anarchiste* ou *trotskiste* ou *communiste libertaire* ou *maoïste*, alors attardez-vous un peu sur ce site, faites un effort, même si l'ambiance « *stalinienne* » vous déplaît quelque peu, ne vous en laissez pas conter de ces calomnies et écoutez le point de vue des *bolcheviks* vu par ses *partisans* et non par ses *éternels détracteurs*. Cela ne vous engage à rien d'autre qu'à vérifier la validité de vos postulats de départ et la solidité de vos théories; en d'autres termes, la justesse de votre ligne politique.

* Si vous êtes déjà communiste, alors camarade, je vous souhaite de passer d'agréables et d'instructifs moments sur ce site dédié à tous ceux qui ont combattu contre vents et marées pour l'édification de sociétés communistes: <http://www.communisme-bolchevisme.net>.

Vincent Gouysse

